

2025

BÂTIR UN MANITOBA UNI

BUDGET DES DÉPENSES

POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 2026



BUDGET DES DÉPENSES DU MANITOBA DE 2025

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2026
DÉPOSÉ POUR ADOPTION
LORS DE LA DEUXIÈME SESSION
DE LA QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE**

**M. ADRIEN SALA
MINISTRE DES FINANCES**

Reconnaissance du territoire

Nous reconnaissons que le Manitoba se trouve sur les territoires visés par un traité et sur les terres ancestrales des peuples anishinaabe, anishinewuk, dakota oyate, denesuline et nehethowuk.

Nous reconnaissons que le Manitoba se situe sur le territoire des Métis de la Rivière-Rouge.

Nous reconnaissons que le nord du Manitoba comprend des terres qui étaient et sont toujours les terres ancestrales des Inuits.

Nous respectons l'esprit et l'objectif des traités et de la conclusion de ces derniers. Nous restons déterminés à travailler en partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis dans un esprit de vérité, de réconciliation et de collaboration.

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU	5
Partie A — Fonctionnement	
Crédits législatifs et crédits	9
Coûts de fonctionnement et coûts d'immobilisations	10
État comparatif des dépenses	11
Partie B — Investissements en immobilisations	
Crédits législatifs et crédits	12
État comparatif des dépenses	13
Partie C — Prêts et garanties	
Crédits à voter	14
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	
Crédits à voter	16
État comparatif des dépenses	17
Rubriques :	
Assemblée législative (1)	18
Conseil exécutif (2)	24
Éducation postsecondaire et Formation (44)	26
Agriculture (3)	30
Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois (10)	37
Éducation et Apprentissage de la petite enfance (16)	44
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais (6)	56
Environnement et Changement climatique (12)	59
Familles (9)	66
Finances (7)	75
Santé, Aînés et Soins de longue durée (21)	84
Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance (24)	102
Innovation et Nouvelles technologies (18)	109
Justice (4)	114
Travail et Immigration (11)	123
Relations avec les municipalités et le Nord (13)	128
Ressources naturelles et Futurités autochtones (25)	135

TABLE DES MATIÈRES

Commission de la fonction publique (17)	142
Prestation des services publics (8)	145
Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme (14)	154
Transport et Infrastructure (15)	159
Crédits d'autorisation (26)	168
Urgences diverses (27)	173
Allègements fiscaux (33)	175
Dettes publiques (31)	177

APERÇU

Le Budget des dépenses du Manitoba pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026 donne le détail des dépenses que le gouvernement a l'intention d'engager au cours de l'exercice 2025-2026. Il énumère les crédits annuels que doit approuver l'Assemblée législative en vertu de la Loi portant affectation de crédits. Y figurent également les crédits législatifs qui ne nécessitent pas un vote de la Législature. Les notes explicatives ci-dessous sont fournies dans le but de faciliter l'examen de ce budget.

Loi annuelle portant affectation de crédits

La loi annuelle portant affectation de crédits prévoit des crédits affectés aux dépenses des ministères énoncées dans la Partie A (Fonctionnement), la Partie B (Investissements en immobilisations), la Partie C (Prêts et garanties) et la Partie D (Investissements en immobilisations des autres entités comptables). Les crédits de chaque partie sont annuels et arrivent à échéance à la fin de chaque exercice financier.

Catégories de dépenses

Partie A — Fonctionnement

Cette partie du Budget des dépenses comprend les trois catégories suivantes :

Dépenses de fonctionnement — dépenses liées à la prestation directe des programmes et services du gouvernement, y compris les salaires et les avantages sociaux, les coûts généraux de fonctionnement, les subventions et l'aide financière à d'autres entités comptables et à des tiers, et d'autres dépenses. Celles-ci comprennent les subventions en capital aux organismes, comme les municipalités, pour l'acquisition d'immobilisations qui leur appartiennent.

Dépenses législatives — dépenses qui sont couvertes automatiquement en vertu de lois, comme les dépenses pour l'Assemblée législative (y compris celles visant les hauts fonctionnaires indépendants), les indemnités et les avantages sociaux des députés, et les frais liés au service de la dette. Ces frais sont indiqués dans le Budget des dépenses par les lettres « D.L. » (dépenses législatives) dans la colonne « Rés. no » (résolution numéro) du Budget détaillé, et constituent une dépense non votée. Ces dépenses sont incluses dans le Budget des dépenses à des fins informatives seulement. Elles ne font pas partie de la loi annuelle portant affectation de crédits ni des crédits provisoires, et sont automatiquement payées sur le Trésor.

Dépenses non votées — dépenses sans incidence sur la trésorerie, pour lesquelles aucun paiement n'est requis sur le Trésor. Ces dépenses non votées sont incluses dans le Budget des dépenses à des fins informatives. Elles ne font pas partie de la loi annuelle portant affectation de crédits ni des crédits provisoires. La mention « D.N.V. » dans la colonne « Rés. n° » du Budget détaillé représente une dépense non votée. Les dépenses non votées comprennent les catégories suivantes :

Coûts d'amortissement liés aux immobilisations — les coûts d'amortissement constituent une dépense à des fins comptables dès qu'une immobilisation est mise en service. Ils étaient auparavant affectés aux crédits de la Partie B votés lorsque l'immobilisation était construite ou acquise.

Coûts de désactualisation liés aux immobilisations — les coûts de désactualisation constituent une dépense à des fins comptables, mais ils sont rattachés à une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation qui sera nécessaire dans les années à venir, et constituent donc une dépense sans incidence sur la trésorerie lorsqu'ils sont comptabilisés.

APERÇU

Allègements fiscaux — les allègements fiscaux constituent une dépense à des fins comptables, mais ils sont reçus comme une compensation des recettes fiscales fédérales, et constituent donc une dépense sans incidence sur la trésorerie.

Frais de comptabilité — ces frais de rajustement de bilan sont approuvés par d'autres moyens et ne nécessitent pas de fonds prélevés sur le Trésor.

Partie B — Investissements en immobilisations

Cette partie correspond aux crédits pour les dépenses ministérielles d'acquisition ou d'achat annuel d'immobilisations corporelles. L'amortissement de ces immobilisations est traité au cours des années suivantes à la Partie A. Les immobilisations corporelles sont celles dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice dans lequel elles ont été acquises, construites ou développées, et qui sont destinées à être utilisées plutôt que vendues.

Partie C — Prêts et garanties

Cette partie correspond aux crédits affectés aux dépenses des ministères pour les programmes de prêts et de garanties de prêts consentis à des tiers. Parmi les exemples de programmes de prêts, notons le Programme manitobain d'aide aux étudiants, qui verse des prêts aux étudiants postsecondaires, les programmes de la Société des services agricoles du Manitoba, qui versent des prêts aux producteurs ou aux entreprises agricoles, et le programme de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba, qui offre des garanties de prêts aux organismes de logement sans but lucratif.

Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables

Cette partie correspond aux crédits pour les dépenses des autres entités comptables aux fins d'acquisition ou d'achat annuels d'immobilisations corporelles financés par des prêts ou des subventions du gouvernement. Les autres entités comptables comprennent les offices régionaux de la santé, les divisions scolaires, les établissements d'enseignement postsecondaire, les organismes de service spécial et les sociétés d'État. Les immobilisations corporelles sont amorties sur toute la durée de leur vie utile au-delà d'un an.

Budget des dépenses de l'exercice précédent

Le Budget des dépenses de l'exercice précédent est inclus dans les pages de sommaires et de rubriques à des fins de comparaison. Les montants de l'exercice précédent représentent les montants indiqués dans le Budget des dépenses de 2024 et ne comprennent pas de crédits supplémentaires.

Afin de pouvoir tirer des renseignements utiles de la comparaison entre les années, il peut être nécessaire de rajuster les chiffres du Budget des dépenses de l'exercice précédent. Cet ajustement permet de tenir compte des changements apportés à l'organisation du gouvernement ainsi que de tout autre rajustement nécessaire pour établir la comparaison.

APERÇU

Autorisations de dépenser supplémentaires

L'Assemblée législative approuve les crédits du Budget des dépenses principal par numéros de résolutions (« Rés. n° » dans le Budget détaillé). L'autorisation de dépenser ne peut pas être transférée entre les rubriques, sauf s'il s'agit de transferts à partir des crédits que mentionne la rubrique intitulée « Crédits d'autorisation ».

Si des dépenses supplémentaires sont nécessaires à cause de circonstances imprévues, le gouvernement doit déposer un Budget des dépenses supplémentaire et une loi portant affectation supplémentaire de crédits quand l'Assemblée siège, ou obtenir l'autorisation de faire ces dépenses par mandat spécial si l'Assemblée ne siège pas ou qu'elle a suspendu ses travaux pendant au moins dix jours. Tout Budget des dépenses supplémentaire fait partie du total des dépenses votées pour cet exercice.

Crédits d'autorisation et urgences diverses

En plus des ministères, le Budget comprend des rubriques séparées pour les crédits se rapportant à des programmes qui sont administrés par plusieurs ministères lorsqu'il est important de connaître le montant total accordé à chacun de ces programmes ou lorsque la répartition des fonds entre les divers ministères n'est pas encore déterminée au moment de l'impression du Budget des dépenses. Dans certains cas, le ministre des Finances affecte des fonds aux ministères à partir des crédits d'autorisation, selon le besoin. Dans d'autres cas, les ministères ont le pouvoir d'imputer directement à la rubrique ad hoc les dépenses autorisées.

Recouvrements

Pour assurer une plus grande transparence des transactions interministérielles lorsqu'une affectation de crédits dans un ministère a une incidence sur une affectation dans un autre ministère, le Budget des dépenses indique le coût de fonctionnement total des différents programmes en répartissant les frais généraux parmi ces programmes. Les recouvrements des coûts comprennent les dépenses pour les assurances, les subventions tenant lieu de taxes et certains avantages sociaux. Le recouvrement des coûts figure dans un sous-poste intitulé « Moins : Somme récupérable d'autres postes » ou est indiqué comme faisant partie d'une autorisation de recouvrement dans un sous-poste. Cela signifie qu'une partie ou la totalité des coûts du programme sont récupérés auprès d'autres programmes par imputation au ministère en question ou à d'autres ministères. Les sommes récupérées pour les services fournis dans le cadre de programmes ne relevant pas du périmètre comptable consolidé figurent dans les recettes.

APERÇU

Organismes de service spécial

Les organismes de service spécial sont des prestataires de services qui ont une responsabilité plus directe en matière de résultats d'exploitation. Ils peuvent offrir des services directement au public, des services internes au gouvernement pour ses opérations ou encore des programmes de réglementation et d'exécution des lois. Les organismes de service spécial sont créés par règlement et fonctionnent en vertu d'une charte ayant reçu l'approbation du ministre des Finances. Le financement du fonctionnement des organismes de service spécial n'est normalement pas prévu dans le Budget des dépenses annuel, car ils s'autofinancent généralement à l'aide des divers droits et tarifs qu'ils appliquent. Même si les organismes de service spécial peuvent se voir accorder des prêts de la partie D pour des acquisitions d'immobilisations, chacun de ces organismes figure dans les dépenses du ministère dont il relève.

Documents budgétaires supplémentaires

Le budget complémentaire produit par chaque ministère et déposé à l'Assemblée législative avant la tenue des séances du Comité des subsides donne de plus amples renseignements sur les dépenses prévues.

Obligation redditionnelle des ministères

Le Budget des dépenses reflète la retenue de 20 % du traitement des ministres prévue dans la Loi sur la responsabilité financière et la protection des contribuables.

**PARTIE A — FONCTIONNEMENT
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS**

	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	2 179 449	(9,8)	2 416 395
Total des crédits à voter	19 611 654	9,4	17 924 228
Total des dépenses non votées	601 419	13,9	528 031
Total de la Partie A - Dépenses de fonctionnement	22 392 522	7,3	20 868 654

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	DÉPENSES NON VOTÉES	TOTAL
Partie A — Fonctionnement				
Budget des dépenses publié de 2024-2025	2 416 395	17 924 228	528 031	20 868 654
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	2 416 395	17 924 228	528 031	20 868 654

PARTIE A — FONCTIONNEMENT
COÛTS DE FONCTIONNEMENT ET COÛTS D'IMMOBILISATIONS

	(milliers de \$)		COÛTS LIÉS AUX IMMOBILISATIONS*		TOTAL
	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SUBVENTIONS EN CAPITAL	ACTIF GÉNÉRAL	INFRASTRUCTURE	
Assemblée législative					
• Dépenses législatives	23 535	-	-	-	23 535
• Autres crédits	39 971	-	94	-	40 065
Conseil exécutif	3 634	-	-	-	3 634
Éducation postsecondaire et Formation	997 579	-	376	-	997 955
Agriculture	227 739	95	1 141	-	228 975
Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois	187 246	-	1 577	-	188 823
Éducation et Apprentissage de la petite enfance . .	2 510 245	116 586	58	-	2 626 889
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	29 101	-	-	-	29 101
Environnement et Changement climatique	108 559	-	1 403	7 359	117 321
Familles	2 227 316	-	102	-	2 227 418
Finances	67 398	-	337	-	67 735
Santé, Aînés et Soins de longue durée	8 592 899	238 510	289	-	8 831 698
Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance	733 145	820	-	-	733 965
Innovation et Nouvelles technologies	166 628	-	10 828	-	177 456
Justice	859 949	-	2 704	-	862 653
Travail et Immigration	39 152	-	-	-	39 152
Relations avec les municipalités et le Nord	571 342	171 497	11 190	-	754 029
Ressources naturelles et Futurités autochtones . .	137 689	-	7 365	365	145 419
Commission de la fonction publique	30 803	-	-	-	30 803
Prestation des services publics	174 507	-	31 852	-	206 359
Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme	91 770	-	5	-	91 775
Transport et Infrastructure	243 483	-	7 656	297 643	548 782
Crédits d'autorisation	595 731	-	-	-	595 731
Urgences diverses	50 000	-	-	-	50 000
Allègements fiscaux					
• Dépenses législatives	63 500	-	-	-	63 500
• Autres crédits	617 335	-	-	-	617 335
Dette publique (dépenses législatives)	2 092 414	-	-	-	2 092 414
Total de la Partie A — Fonctionnement	21 482 670	527 508	76 977	305 367	22 392 522

* Comprend les coûts d'amortissement liés aux immobilisations corporelles déjà acquises et à celles qui seront acquises pendant l'exercice 2025-2026.

**PARTIE A — FONCTIONNEMENT
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES**

	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)
Assemblée législative			
• Dépenses législatives	23 535	5,8	22 255
• Autres crédits	40 065	8,3	36 983
Conseil exécutif	3 634	-	3 633
Éducation postsecondaire et Formation	997 955	5,0	950 596
Agriculture	228 975	1,2	226 313
Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois	188 823	3,1	183 181
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	2 626 889	4,8	2 506 145
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	29 101	1,5	28 666
Environnement et Changement climatique	117 321	11,9	104 856
Familles	2 227 418	4,9	2 123 579
Finances	67 735	-	67 735
Santé, Aînés et Soins de longue durée	8 831 698	14,7	7 699 878
Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance	733 965	8,5	676 274
Innovation et Nouvelles technologies	177 456	21,3	146 295
Justice	862 653	9,2	789 623
Travail et Immigration	39 152	19,8	32 677
Relations avec les municipalités et le Nord	754 029	4,5	721 741
Ressources naturelles et Futurités autochtones	145 419	12,9	128 847
Commission de la fonction publique	30 803	8,3	28 430
Prestation des services publics	206 359	2,9	200 563
Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme	91 775	6,3	86 372
Transport et Infrastructure	548 782	8,2	507 422
Crédits d'autorisation	595 731	(25,3)	797 357
Urgences diverses	50 000	-	50 000
Allègements fiscaux			
• Dépenses législatives	63 500	(83,0)	372 750
• Autres crédits	617 335	75,2	352 300
Dette publique (dépenses législatives)	2 092 414	3,4	2 024 183
Total de la Partie A — Fonctionnement	22 392 522	7,3	20 868 654

**PARTIE B — INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS**

	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	10 000	-	10 000
Total des investissements en immobilisations à voter	893 116	41,1	632 798
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	903 116	40,5	642 798

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie B — Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2024-2025	10 000	632 798	642 798
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	10 000	632 798	642 798

PARTIE B — INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES

	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)
Assemblée législative	1 986	(36,3)	3 119
Agriculture.	2 511	(2,9)	2 585
Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois	570	132,7	245
Éducation et Apprentissage de la petite enfance.	20 665	-	-
Environnement et Changement climatique.	10 130	45,9	6 945
Innovation et Nouvelles technologies	5 200	23,8	4 200
Justice.	2 667	0,3	2 660
Relations avec les municipalités et le Nord.	1 512	1,8	1 485
Ressources naturelles et Futurités autochtones.	7 454	(2,5)	7 645
Prestation des services publics	105 421	95,5	53 914
Transport et Infrastructure	595 000	10,2	540 000
Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation)	150 000	-	20 000
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	903 116	40,5	642 798

**PARTIE C — PRÊTS ET GARANTIES
CRÉDITS À VOTER**

	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
Total des prêts et des garanties à voter.	<u>939 628</u>	67,1	<u>562 214</u>
Total de la Partie C — Prêts et garanties	<u><u>939 628</u></u>	67,1	<u><u>562 214</u></u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie C — Prêts et garanties			
Budget des dépenses publié de 2024-2025	-	562 214	562 214
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	-	562 214	562 214

PARTIE C — PRÊTS ET GARANTIES
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES

	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)
Éducation postsecondaire et Formation	120 498	26,8	95 000
Agriculture.	247 430	-	247 430
Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois.	60 000	50,0	40 000
Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance	15 000	-	15 000
Relations avec les municipalités et le Nord.	104 200	7,1	97 284
Ressources naturelles et Futurités autochtones	67 500	-	67 500
Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation)	325 000	-	-
Total de la Partie C — Prêts et garanties	939 628	67,1	562 214

**PARTIE D — INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DES AUTRES ENTITÉS COMPTABLES
CRÉDITS À VOTER**

	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
Total des investissements en immobilisations des autres entités comptables à voter	1 408 835	(24,3)	<u>1 861 483</u>
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	1 408 835	(24,3)	<u>1 861 483</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Budget des dépenses publié de 2024-2025	-	<u>1 861 483</u>	<u>1 861 483</u>
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	-	<u>1 861 483</u>	<u>1 861 483</u>

**PARTIE D — INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DES AUTRES ENTITÉS COMPTABLES
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES**

	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)
Éducation postsecondaire et Formation	42 500	9,9	38 673
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	174 335	9,0	160 000
Finances	265 000	(62,5)	706 384
Santé, Aînés et Soins de longue durée	550 000	4,8	524 954
Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance	78 000	0,2	77 871
Relations avec les municipalités et le Nord	50 000	38,1	36 200
Prestation des services publics	-	-	48 501
Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation)	249 000	(7,4)	268 900
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	1 408 835	(24,3)	1 861 483

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1)			
Partie A — Fonctionnement (dépenses législatives)			
1. Indemnités (dépenses législatives)	7 127	2,5	6 953
2. Prestations de retraite (dépenses législatives)	3 390	0,2	3 383
3. Dépenses des députés (dépenses législatives)	11 518	8,0	10 669
4. Financement des élections (dépenses législatives)	1 500	20,0	1 250
Sous-total	23 535	5,8	22 255
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
5. Autres dépenses de l'Assemblée	13 364	10,9	12 053
6. Bureau du vérificateur général	8 592	9,4	7 854
7. Bureau de l'ombudsman	5 808	(0,2)	5 820
8. Bureau du directeur général des élections	3 015	10,2	2 736
9. Bureau du protecteur des enfants et des jeunes	8 530	9,9	7 765
10. Bureau du commissaire à l'éthique, du registraire des lobbyistes et de l'arbitre en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée	662	4,1	636
Sous-total	39 971	8,4	36 864
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
11. Coûts liés aux immobilisations	94	(21,0)	119
Total de la Partie A — Fonctionnement	63 600	7,4	59 238
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	39 971	8,4	36 864
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	39 971	8,4	36 864
Dépenses législatives	23 535	5,8	22 255
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	94	(21,0)	119
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	63 600	7,4	59 238

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite			
Partie B — Investissements en immobilisations			
1. Immobilisations			
Actif général	<u>1 986</u>	(36,3)	<u>3 119</u>
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	<u>1 986</u>	(36,3)	<u>3 119</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2024-2025	59 270
Transfert allant à :	
- Prestation des services publics	(32)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	<u>59 238</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
Partie A — Fonctionnement				
D.L.	1.	Indemnités (dépenses législatives)	7 127	6 953
		Indemnités et avantages sociaux des députés.		
	a)	Députés		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 230	6 078
	b)	Indemnités supplémentaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	280	273
	c)	Cotisation de l'employeur pour les avantages sociaux des députés		
		1) Salaires et avantages sociaux	617	602
D.L.	2.	Prestations de retraite (dépenses législatives)	3 390	3 383
		Prestations de retraite des députés; cotisations de contrepartie au régime enregistré d'épargne-retraite des députés.		
	a)	Prestations de retraite et remboursements		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 382	3 375
	b)	Régime enregistré d'épargne-retraite		
		1) Salaires et avantages sociaux	8	8
D.L.	3.	Dépenses des députés (dépenses législatives)	11 518	10 669
		Remboursement des dépenses des députés liées à leurs fonctions et devoirs spéciaux.		
	a)	Dépenses de circonscription		
		1) Autres dépenses	3 713	3 676
	b)	Loyer des bureaux de circonscription		
		1) Autres dépenses	1 799	1 048
	c)	Résidence temporaire et indemnité de séjour		
		1) Autres dépenses	546	538
	d)	Indemnité de transport quotidien		
		1) Autres dépenses	8	8
	e)	Indemnité de déplacement		
		1) Autres dépenses	788	779
	f)	Allocation relative aux besoins spéciaux et au fonctionnement		
		1) Autres dépenses	213	208

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
	g)	Impression et affranchissement		
	1)	Autres dépenses	500	500
	h)	Dépenses des comités		
	1)	Autres dépenses	5	5
	i)	Adjoints de circonscription		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 946	3 907
D.L.	4.	Financement des élections (dépenses législatives)	1 500	1 250
		Paiement des dépenses électorales pour les élections partielles et les élections générales dans la province. Soutien à la commission indépendante qui revoit les limites des circonscriptions tous les dix ans, conformément à la Loi sur les circonscriptions électorales.		
	a)	Dépenses aux termes de la Loi électorale		
	1)	Autres dépenses	1 415	1 050
	b)	Dépenses aux termes de la Loi sur le financement des élections		
	1)	Autres dépenses	85	200
1.1	5.	Autres dépenses de l'Assemblée	13 364	12 053
		Soutien administratif de l'Assemblée législative.		
	a)	Dépenses de l'Assemblée		
	1)	Salaires et avantages sociaux	10 500	9 091
	2)	Autres dépenses	2 864	2 962
		Sous-total a)	13 364	12 053
1.2	6.	Bureau du vérificateur général.	8 592	7 854
		Audit indépendant des comptes du Trésor et de divers comités, commissions et organismes gouvernementaux, et présentation des résultats de ce travail en conformité avec les dispositions de la Loi sur le vérificateur général.		
	a)	Bureau du vérificateur général		
	1)	Salaires et avantages sociaux	7 112	6 390
	2)	Autres dépenses	1 480	1 464
		Sous-total a)	8 592	7 854

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.3	7.	Bureau de l'ombudsman.....	5 808	5 820
		Reçoit des plaintes et fait enquête conformément à la Loi sur l'ombudsman, à la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et à la Loi sur les renseignements médicaux personnels, ainsi que pour les divulgations d'actes répréhensibles reçues en vertu de la Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public (protection des divulgateurs d'actes répréhensibles). Redresse les torts subis lorsque la plainte est légitime et le redressement possible. Étudie les questions relatives à la protection de la vie privée et à la confidentialité des renseignements personnels.		
	a)	Bureau de l'ombudsman		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 754	4 118
		2) Autres dépenses	1 054	1 702
		Sous-total a)	5 808	5 820
1.4	8.	Bureau du directeur général des élections.....	3 015	2 736
		Conformément à la Loi électorale, le Bureau est chargé d'inscrire les électeurs, de superviser les élections et de produire les rapports exigés. Conformément à la Loi sur le financement des élections, il veille à ce que, chaque année et à chaque élection, les partis politiques, les candidats et les associations de circonscription se conforment aux dispositions de la Loi et communiquent les renseignements obligatoires.		
	a)	Bureau du directeur général des élections		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 664	2 385
		2) Autres dépenses	351	351
		Sous-total a)	3 015	2 736
1.5	9.	Bureau du protecteur des enfants et des jeunes.....	8 530	7 765
		Le protecteur des enfants et des jeunes représente les droits, les intérêts et les opinions des enfants et des jeunes de l'ensemble du Manitoba qui reçoivent ou qui ont le droit de recevoir les services désignés ou sujets à examen aux termes de la Loi sur le protecteur des enfants et des jeunes. En vertu de la Loi, le protecteur est chargé d'examiner des cas et d'enquêter sur ceux-ci, de présenter des recommandations officielles et de dresser des rapports publics portant sur toute question régie par la Loi sur le protecteur des enfants et des jeunes relativement au bien-être et aux intérêts des enfants et des jeunes du Manitoba.		
	a)	Bureau du protecteur des enfants et des jeunes		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 857	5 106
		2) Autres dépenses	2 673	2 659
		Sous-total a)	8 530	7 765

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.6	10.	Bureau du commissaire à l'éthique, du registraire des lobbyistes et de l'arbitre en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée	662	636
		Le rôle du commissaire à l'éthique est de faire mieux connaître aux députés et aux anciens députés de l'Assemblée législative leurs obligations sous le régime de la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des ministres. Il enquête également sur les manquements présumés à la Loi et transmet des rapports d'enquête à l'Assemblée législative.		
		Le Bureau du registraire des lobbyistes assure des activités de lobbyisme transparentes et éthiques en veillant à l'application de la Loi sur l'inscription des lobbyistes. Le Bureau est notamment responsable de tenir un registre consultable des renseignements communiqués par les lobbyistes, d'éduquer les parties prenantes et de vérifier que les lobbyistes se conforment aux exigences provinciales.		
		Le rôle de l'arbitre en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée consiste à résoudre des situations où un organisme public refuse d'accepter la recommandation de l'ombudsman faite en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et de la Loi sur les renseignements médicaux personnels.		
	a)	Bureau du commissaire à l'éthique, du registraire des lobbyistes et de l'arbitre en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée		
	1)	Salaires et avantages sociaux	286	260
	2)	Autres dépenses	376	376
		Sous-total a)	662	636
D.N.V.	11.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	94	119
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	94	119
Partie B — Investissements en immobilisations				
1.7	1.	Immobilisations	1 986	3 119
		Améliorations locatives des locaux loués.		
	a)	Actif général	1 986	3 119

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
CONSEIL EXÉCUTIF (2)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration	3 634	-	3 633
Total de la Partie A — Fonctionnement	3 634	-	3 633
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	3 634	-	3 633
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	3 634	-	3 633
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	3 634	-	3 633

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2024-2025	3 170
Transfert venant de :	
- Finances	111
- Crédits d'autorisation	371
Transfert allant à :	
- Prestation des services publics	(19)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	3 633

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

CONSEIL EXÉCUTIF (2), suite

Partie A — Fonctionnement

2.1	1.	Administration	3 634	3 633
		Rémunération des cadres supérieurs et soutien du Cabinet du premier ministre, fonctionnement du Conseil exécutif et bureaux ministériels régionaux.		
	a)	Traitement du premier ministre et du président du Conseil exécutif		
		1) Salaires et avantages sociaux	73	72
	b)	Direction et administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 258	3 258
		2) Autres dépenses	303	303
		Sous-total b)	3 561	3 561

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE ET FORMATION (44)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration	4 071	5,1	3 872
2. Éducation postsecondaire	900 438	4,7	860 268
3. Accès et réussite des étudiants	93 070	9,1	85 291
Sous-total	997 579	5,1	949 431
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
4. Coûts liés aux immobilisations	376	(67,7)	1 165
Total de la Partie A — Fonctionnement	997 955	5,0	950 596
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	997 579	5,1	949 431
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	997 579	5,1	949 431
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	376	(67,7)	1 165
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	997 955	5,0	950 596
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	120 498	26,8	95 000
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	42 500	9,9	38 673

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE ET FORMATION (44), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			949 730
Transfert venant de :			
- Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois			108
- Prestation des services publics			930
Transfert allant à :			
- Agriculture			(110)
- Prestation des services publics			(62)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			950 596

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE ET FORMATION (44), suite				
Partie A — Fonctionnement				
44.1	1.	Administration	4 071	3 872
		Direction, analyse, prestation de conseils stratégiques, coordination et aide relativement aux priorités stratégiques, ainsi que fourniture de services financiers dans le but d'aider le ministère et les organismes associés à réaliser leurs mandats.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 035	947
		2) Autres dépenses	83	83
		Sous-total b)	1 118	1 030
	c)	Finances et administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 208	1 195
		2) Autres dépenses	92	92
		Sous-total c)	1 300	1 287
	d)	Politiques et performance		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 337	1 240
		2) Autres dépenses	268	268
		Sous-total d)	1 605	1 508
44.2	2.	Éducation postsecondaire	900 438	860 268
		Fourniture de services d'orientation, de financement ou de surveillance réglementaire aux universités et aux collèges publics, aux établissements religieux privés, aux établissements d'enseignement professionnels privés et à Recherche Manitoba afin d'obtenir des résultats positifs pour les élèves, les collectivités et l'économie. Durabilité, gestion financière saine et obligation redditionnelle du système d'éducation postsecondaire, lequel offre des programmes qui cadrent avec les besoins de la main-d'œuvre.		
	a)	Éducation postsecondaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 715	2 625
		2) Autres dépenses	574	626
		3) Subventions	886 649	846 517
		Sous-total a)	889 938	849 768
	b)	Initiative de bourses d'études et d'entretien du Manitoba		
		1) Subventions	10 500	10 500

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE ET FORMATION (44), suite				
44.3	3.	Accès et réussite des étudiants	93 070	85 291
		Aide les apprenants à atteindre leurs objectifs grâce à des programmes d'alphabétisation et d'apprentissage pour adultes de haute qualité et à du soutien financier pour les études postsecondaires. Veille à ce que la population du Manitoba dispose des compétences et des ressources nécessaires pour poursuivre un cheminement scolaire, trouver un emploi, participer à la collectivité et contribuer à une économie florissante.		
	a)	Accès et réussite des étudiants		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 872	4 821
		2) Autres dépenses	1 774	2 149
		3) Subventions	46 149	45 899
		Sous-total a)	52 795	52 869
	b)	Bourses d'études canadiennes		
		1) Subventions	-	680
	c)	Administration des prêts étudiants		
		1) Autres dépenses	40 275	31 742
D.N.V.	4.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	376	1 165
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	376	1 165
Partie C — Prêts et garanties				
44.4	44.	Programmes de prêts et de garanties	120 498	95 000
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Aide aux étudiants du Manitoba	120 498	95 000
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
44.5	44.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables.	42 500	38 673
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Établissements d'enseignement postsecondaire	42 500	38 673

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
AGRICULTURE (3)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Services financiers et administratifs	4 419	13,0	3 909
2. Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu.	167 279	(2,6)	171 675
3. Promotion de l'industrie	24 952	10,3	22 615
4. Production, innovation et résilience agricoles	16 691	23,0	13 568
5. Plans, politiques et programmes stratégiques	14 493	8,1	13 404
Sous-total	227 834	1,2	225 171
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	1 141	(0,1)	1 142
Total de la Partie A — Fonctionnement	228 975	1,2	226 313
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	227 739	1,2	225 076
Subventions en capital	95	-	95
Total des crédits à voter	227 834	1,2	225 171
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 141	(0,1)	1 142
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	228 975	1,2	226 313
Partie B — Investissements en immobilisations			
3. Immobilisations			
Actif général	2 511	(2,9)	2 585
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	2 511	(2,9)	2 585
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	247 430	-	247 430

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
AGRICULTURE (3), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			226 538
Transfert venant de :			
- Éducation postsecondaire et Formation			110
Transfert allant à :			
- Finances			(80)
- Prestation des services publics			(255)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>226 313</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
Partie A — Fonctionnement				
3.1	1.	Services financiers et administratifs	4 419	3 909
		Haute direction, planification et fonction de contrôle des politiques, des programmes et des ressources du ministère. Prestation de services centraux d'établissement de rapports administratifs et financiers pour le ministère.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 112	937
		2) Autres dépenses	80	80
		Sous-total b)	1 192	1 017
	c)	Planification et communication financières		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 704	1 495
		2) Autres dépenses	259	268
		Sous-total c)	1 963	1 763
	d)	Contrôle financier		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 011	870
		2) Autres dépenses	155	162
		3) Subventions	50	50
		Sous-total d)	1 216	1 082
3.2	2.	Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu.	167 279	171 675
		<i>Société des services agricoles du Manitoba</i> : favorise la durabilité, le développement et la diversification de l'agriculture au Manitoba grâce à l'offre d'assurances uniques, de prêts ciblés et de services agricoles.		
		<i>Gestion des risques de l'entreprise agricole</i> : verse la contribution du Manitoba dans le cadre de programmes de gestion des risques qui ont pour but d'aider les agriculteurs à gérer des risques financiers importants pour leur exploitation agricole.		
		<i>Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles</i> : offre un remboursement de la taxe scolaire appliquée aux terres agricoles.		
	a)	Administration de la Société des services agricoles du Manitoba et coûts liés aux prêts		
		1) Subventions	17 877	16 378
	b)	Programme Agri-protection		
		1) Subventions	75 636	91 883

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
	c)	Indemnisation des dommages causés par la faune		
	1)	Subventions	6 976	5 172
	d)	Moins les sommes récupérables d'autres postes : Intérêt lié aux prêts	(14 400)	(14 400)
	e)	Agri-stabilité		
	1)	Subventions	42 184	33 845
	f)	Agri-investissement		
	1)	Subventions	15 966	15 966
	g)	Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles		
	1)	Subventions	23 040	22 831
3.3	3.	Promotion de l'industrie	24 952	22 615
		Soutien de la croissance durable, de l'accès au marché et de la résilience des industries agricoles et agroalimentaires.		
	a)	Développement de l'industrie		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 768	2 584
	2)	Autres dépenses	487	535
	3)	Subventions	1 521	1 446
		Sous-total a)	4 776	4 565
	b)	Valeur ajoutée		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 328	2 119
	2)	Autres dépenses	1 187	1 441
		Sous-total b)	3 515	3 560
	c)	Salubrité et inspection des aliments		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 101	2 776
	2)	Autres dépenses	525	529
		Sous-total c)	3 626	3 305
	d)	Santé et bien-être des animaux		
	1)	Salaires et avantages sociaux	7 496	6 571
	2)	Autres dépenses	5 018	4 443
	3)	Subventions	521	171
		Sous-total d)	13 035	11 185

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
3.4	4.	Production, innovation et résilience agricoles	16 691	13 568
		Favorise les écosystèmes agricoles résilients et la production durable de cultures et de bétail grâce à l'innovation, à la programmation et à la vulgarisation axées sur la science afin de faire face aux principaux défis et de saisir les occasions dans le secteur agricole.		
	a)	Agriculture durable		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 210	2 881
		2) Autres dépenses	1 056	860
		Sous-total a)	4 266	3 741
	b)	Production agricole		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 080	3 641
		2) Autres dépenses	868	842
		Sous-total b)	4 948	4 483
	c)	Science, innovation et vulgarisation		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 862	3 658
		2) Autres dépenses	1 269	1 340
		3) Subventions	346	346
		Sous-total c)	5 477	5 344
	d)	Programme d'encouragement à l'agriculture durable		
		1) Subventions	2 000	1 500
	e)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	-	(1 500)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
3.5	5.	Plans, politiques et programmes stratégiques	14 493	13 404
		Dirige l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et de politiques qui contribuent à un environnement propice à la compétitivité, à l'adaptabilité, à la durabilité et à la confiance du public à l'égard du secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agricoles du Manitoba.		
	a)	Politiques et mesures législatives		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 138	2 684
		2) Autres dépenses	656	496
		3) Subventions	1 119	1 119
		Sous-total a)	4 913	4 299
	b)	Analyse stratégique et soutien aux systèmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 198	2 829
		2) Autres dépenses	516	662
		Sous-total b)	3 714	3 491
	c)	Services à la clientèle et administration des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 523	2 269
		2) Autres dépenses	343	345
		3) Subventions	3 000	3 000
		Sous-total c)	5 866	5 614

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	1 141	1 142
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	1 141	1 142
<hr/>				
Partie B — Investissements en immobilisations				
3.6	3.	Immobilisations	2 511	2 585
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	2 511	2 585
<hr/>				
Partie C — Prêts et garanties				
3.7	3.	Programmes de prêts et de garanties	247 430	247 430
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Société des services agricoles du Manitoba	247 430	247 430

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	6 009	11,7	5 379
2. Investissement et commerce	35 126	1,2	34 693
3. Développement et formation de la main-d'œuvre	132 541	4,0	127 465
4. Minéraux, pétrole et géoscience	13 570	(4,5)	14 202
Sous-total	187 246	3,0	181 739
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	1 577	9,4	1 442
Total de la Partie A — Fonctionnement	188 823	3,1	183 181
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	187 246	3,0	181 739
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	187 246	3,0	181 739
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 577	9,4	1 442
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	188 823	3,1	183 181
Partie B — Investissements en immobilisations			
10. Immobilisations			
Actif général	570	132,7	245
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	570	132,7	245
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	60 000	50,0	40 000

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025 —			
Développement économique, Investissement, Commerce et Ressources naturelles			303 747
Transfert venant de :			
- Innovation et Nouvelles technologies			80
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			105
Transfert allant à :			
- Éducation postsecondaire et Formation			(108)
- Environnement et Changement climatique			(4 337)
- Finances			(372)
- Innovation et Nouvelles technologies			(330)
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			(115 457)
- Prestation des services publics			(147)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>183 181</u>
Partie B — Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2024-2025 — Développement économique, Investissement,			
Commerce et Ressources naturelles			8 010
Transfert allant à :			
- Environnement et Changement climatique			(120)
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			(7 645)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>245</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite				
Partie A — Fonctionnement				
10.1	1.	Administration et finances	6 009	5 379
		Direction et coordination à l'échelle du ministère en ce qui a trait à la planification stratégique et à l'élaboration de politiques, et prestation de services financiers et de technologies de l'information dans le but d'aider le ministère et les organismes connexes.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	905	707
		2) Autres dépenses	73	73
		Sous-total b)	978	780
	c)	Finances et administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 496	4 065
		2) Autres dépenses	487	487
		Sous-total c)	4 983	4 552

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite				
10.2	2.	Investissement et commerce	35 126	34 693
		Direction des efforts du Manitoba visant à simplifier l'approche appliquée au développement économique, à accroître les investissements et à maximiser les relations commerciales s'appuyant sur les forces du Manitoba en vue de faire croître l'économie provinciale. Approche collaborative et inclusive visant à favoriser un environnement d'affaires concurrentiel, à faire croître les marchés d'exportation, à attirer les investissements, à établir des partenariats, à soutenir les petites entreprises, à stimuler le développement économique régional et à promouvoir la réconciliation économique.		
	a)	Programmes économiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	991	1 164
		2) Autres dépenses	6 971	6 283
		3) Subventions	27 273	27 040
		Sous-total avant les sommes récupérées	35 235	34 487
		4) Autres dépenses	(3 542)	(2 854)
		Total des sommes récupérées	(3 542)	(2 854)
		Sous-total a)	31 693	31 633
	b)	Possibilités économiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 025	2 402
		2) Autres dépenses	1 408	658
		Sous-total b)	3 433	3 060

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite				
10.3	3.	Développement et formation de la main-d'œuvre	132 541	127 465
		La Division aide la population du Manitoba à se préparer à un emploi durable et à faire la transition vers celui-ci grâce à des programmes de développement de la main-d'œuvre et à des partenariats avec l'industrie. Elle collabore avec les employeurs, les groupes sectoriels, les établissements d'enseignement, les fournisseurs de formation et les organismes communautaires pour renforcer l'économie du Manitoba en développant une main-d'œuvre qualifiée et en soutenant la croissance commerciale et la productivité. Elle offre de la formation ciblée, des voies de reconnaissance professionnelle et des services d'emploi adaptés aux besoins changeants du marché du travail.		
	a)	Services d'emploi et de formation professionnelle		
		1) Salaires et avantages sociaux	15 369	14 199
		2) Autres dépenses	2 342	2 342
		3) Aide financière	64 115	61 540
		Sous-total a)	81 826	78 081
	b)	Aides à la formation dans les entreprises et l'industrie		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 167	1 285
		2) Autres dépenses	114	114
		3) Aide financière	25 872	25 600
		Sous-total b)	27 153	26 999
	c)	Apprentissage Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 622	4 311
		2) Autres dépenses	1 008	924
		3) Subventions	400	-
		4) Aide financière	14 542	14 542
		Sous-total c)	20 572	19 777
	d)	Politique économique et marché du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 658	2 276
		2) Autres dépenses	332	332
		Sous-total d)	2 990	2 608

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite				
10.4	4.	Minéraux, pétrole et géoscience	13 570	14 202
		Soutient le développement responsable des ressources minières, pétrolières et gazières, ainsi que de la production d'agrégats au Manitoba, et offre des services de développement des affaires visant à accroître l'exploration et les investissements dans le secteur des ressources naturelles du Manitoba.		
	a)	Services géologiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 252	3 389
		2) Autres dépenses	1 962	2 012
		Sous-total a)	5 214	5 401
	b)	Mines, pétrole et gaz		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 637	3 730
		2) Autres dépenses	2 039	2 099
		Sous-total b)	5 676	5 829
	c)	Développement des affaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 158	1 107
		2) Autres dépenses	219	231
		3) Subventions	100	250
		Sous-total c)	1 477	1 588
	d)	Consultation et mobilisation		
		1) Salaires et avantages sociaux	333	514
		2) Autres dépenses	870	870
		Sous-total d)	1 203	1 384

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite				
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	1 577	1 442
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	1 577	1 442
<hr/>				
Partie B — Investissements en immobilisations				
10.5	10.	Immobilisations	570	245
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	570	245
<hr/>				
Partie C — Prêts et garanties				
10.6	10.	Programmes de prêts et de garanties	60 000	40 000
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Société de développement du Manitoba	60 000	40 000

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	3 421	8,1	3 166
2. Réussite scolaire et inclusion.....	28 005	(5,7)	29 695
3. Bureau de l'éducation française.....	14 411	7,0	13 465
4. Excellence autochtone en éducation.....	5 329	7,9	4 940
5. Rendement et obligation redditionnelle.....	13 816	2,9	13 429
6. Soutien aux écoles.....	1 936 910	3,8	1 866 266
7. Services ministériels.....	4 983	(21,6)	6 357
8. Apprentissage et garde des jeunes enfants.....	503 370	9,6	459 468
9. Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables.....	116 586	6,7	109 301
Sous-total	2 626 831	4,8	2 506 087
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
10. Coûts liés aux immobilisations.....	58	-	58
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 626 889	4,8	2 506 145
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	2 510 245	4,7	2 396 786
Subventions en capital.....	116 586	6,7	109 301
Total des crédits à voter	2 626 831	4,8	2 506 087
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	58	-	58
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 626 889	4,8	2 506 145
Partie B — Investissements en immobilisations			
16. Immobilisations			
Actif général.....	665	-	-
Infrastructure.....	20 000	-	-
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	20 665	-	-

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------	---	--------------------------------

ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite

Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables

Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables

<u>174 335</u>	9,0	<u>160 000</u>
----------------	-----	----------------

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2024-2025	2 505 927
Transfert venant de :	
- Prestation des services publics	285
Transfert allant à :	
- Prestation des services publics	<u>(67)</u>
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	<u>2 506 145</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
Partie A — Fonctionnement				
16.1	1.	Administration et finances	3 421	3 166
		Haute direction, planification et soutien administratif pour le ministère, y compris l'établissement de politiques et de directives pour les programmes, le contrôle central, le soutien financier et la responsabilité financière.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	887	745
		2) Autres dépenses	134	134
		Sous-total b)	1 021	879
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 706	1 654
		2) Autres dépenses	159	159
		Sous-total c)	1 865	1 813
	d)	Planification des espaces scolaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	463	403
		2) Autres dépenses	24	24
		Sous-total d)	487	427

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.2	2.	Réussite scolaire et inclusion	28 005	29 695
		La Division de la réussite scolaire et de l'inclusion assure la direction des programmes scolaires d'anglais et d'études technologiques au secondaire dans le système d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année du Manitoba. Adhérant à la philosophie d'inclusion du Manitoba, la Division dirige l'amélioration continue en procédant aux activités de recherche, d'élaboration, de surveillance et d'évaluation touchant les programmes d'études provinciaux, les évaluations, les politiques et les normes afin d'assurer l'excellence en enseignement et en leadership. La Division assure aussi la reddition de comptes du système en surveillant la réussite et le bien-être de tous les élèves, notamment les élèves ayant différents besoins éducatifs, et en établissant des rapports à cet égard, ainsi qu'en élaborant et en surveillant des lignes directrices en matière de planification et de reddition de comptes auxquelles sont assujetties les divisions scolaires au sein du Cadre pour l'amélioration continue de la maternelle à la 12 ^e année. Elle établit et maintient des partenariats avec des organismes externes afin de soutenir l'apprentissage professionnel et collabore avec des partenaires de la petite enfance et de l'éducation postsecondaire pour renforcer les liens et soutenir les élèves et les familles pendant leur cheminement scolaire de la maternelle à la 12 ^e année, et au-delà.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	542	481
		2) Autres dépenses	141	141
		Sous-total a)	683	622
	b)	Manitoba School for the Deaf		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 272	2 973
		2) Autres dépenses	281	281
		3) Aide financière	80	80
		Sous-total b)	3 633	3 334

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
	c)	Apprentissage et résultats		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 677	3 492
		2) Autres dépenses	3 384	4 009
		3) Subventions	395	525
		Sous-total c)	7 456	8 026
	d)	Soutien à l'inclusion		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 869	4 451
		2) Autres dépenses	1 685	1 725
		3) Subventions	5 791	7 781
		Sous-total d)	12 345	13 957
	e)	Amélioration continue		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 097	1 965
		2) Autres dépenses	1 791	1 791
		Sous-total e)	3 888	3 756

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.3	3.	Bureau de l'éducation française	14 411	13 465
		<p>Le Bureau de l'éducation française assure la direction des programmes scolaires de français et d'immersion française, ainsi que des cours de français dans le programme anglais. Il élabore, examine et administre les politiques, les programmes, les priorités et les services portant sur tous les aspects de l'éducation en français au Manitoba. Guidé par la philosophie d'inclusion du Manitoba et les normes pour les programmes d'éducation appropriés, le Bureau codirige la conception et la mise en œuvre du cadre stratégique provincial de la maternelle à la 12^e année qui renseigne l'élaboration du programme d'études en français, des ressources liées à sa mise en œuvre et du programme d'évaluation provincial.</p> <p>Dans le cadre du programme des langues officielles, le Bureau dirige et coordonne l'ensemble du système pour contribuer à offrir aux francophones la possibilité d'être éduqués dans leur langue, et pour aider à fournir aux anglophones des occasions d'apprendre le français au moyen de programmes visant l'atteinte de résultats équivalents à ceux du programme anglais. Ces travaux comprennent la détermination des lacunes découlant du contexte de langue officielle minoritaire, et l'élaboration de stratégies pour combler ces lacunes.</p> <p>Le Bureau dirige également l'élaboration et la mise en œuvre du plan stratégique pluriannuel des services en français du ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance, conformément aux lois et aux politiques gouvernementales.</p>		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	200	180
		2) Autres dépenses	22	22
		Sous-total a)	222	202
	b)	Enseignement et apprentissage		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 948	1 840
		2) Autres dépenses	293	293
		Sous-total b)	2 241	2 133
	c)	Soutien au système		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 087	1 914
		2) Autres dépenses	2 400	1 899
		3) Subventions	6 165	6 165
		Sous-total c)	10 652	9 978

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
	d)	Ressources éducatives françaises		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 135	991
		2) Autres dépenses	161	161
		Sous-total d)	1 296	1 152
16.4	4.	Excellence autochtone en éducation	5 329	4 940
		La Division est chargée de fournir du leadership et de l'orientation en vue d'éliminer les obstacles et les iniquités systémiques qui ont nui à la réussite des élèves autochtones par le passé et qui continuent de la défavoriser. Elle dirige l'élaboration, l'examen et la mise en œuvre de politiques et d'initiatives liées à l'éducation autochtone ainsi qu'aux changements dans l'ensemble du système. Elle évalue aussi les programmes, les normes et les exigences en matière de rapports pour assurer leur conformité avec le cadre politique en matière d'éducation autochtone au Manitoba. Les initiatives clés comprennent : la réussite scolaire des élèves autochtones; l'équité et la lutte contre le racisme; les programmes de langues autochtones; le recrutement et le maintien en poste des enseignants qui sont affectés dans le Nord, qui sont autochtones ou qui enseignent des langues autochtones; et l'éducation autochtone et relative aux traités au sein du système d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année au Manitoba. La Division facilite et entretient les relations avec des détenteurs de droits autochtones, des organismes et le secteur de l'éducation afin de soutenir les élèves, les familles et la communauté autochtones dans l'ensemble du système éducatif, de la maternelle à la 12 ^e année. Elle veille aussi à ce que les élèves autochtones du Manitoba bénéficient équitablement des contributions destinées à favoriser la réussite scolaire.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	371	329
		2) Autres dépenses	35	35
		Sous-total a)	406	364
	b)	Excellence autochtone		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 779	1 623
		2) Autres dépenses	728	537
		3) Subventions	2 416	2 416
		Sous-total b)	4 923	4 576

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.5	5.	Rendement et obligation redditionnelle	13 816	13 429
		La Division du rendement et de l'obligation redditionnelle est chargée des structures de gouvernance, des politiques et de la planification du système d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année, ainsi que de la gestion du financement et des ressources en éducation, notamment la conception de structures de financement durable. La Division supervise l'octroi des brevets d'enseignement dans la province et les exigences connexes. Elle dirige les politiques visant les études indépendantes et internationales, l'enseignement à domicile et l'apprentissage à distance, et supervise ceux-ci. Elle veille aussi à ce que le système d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année soit conforme aux exigences favorisant l'atteinte de meilleurs résultats par les élèves, et rende des comptes à cet égard. La Division doit aussi travailler en étroite collaboration avec le ministère de la Prestation des services publics sur le programme d'immobilisations du système de la maternelle à la 12 ^e année.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	474	442
		2) Autres dépenses	185	185
		Sous-total a)	659	627
	b)	Gouvernance et politiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 421	3 233
		2) Autres dépenses	3 296	3 296
		Sous-total b)	6 717	6 529
	c)	Financement de l'éducation		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 547	1 447
		2) Autres dépenses	3 213	3 213
		Sous-total c)	4 760	4 660
	d)	Brevets d'enseignement et normes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 362	1 295
		2) Autres dépenses	318	318
		Sous-total d)	1 680	1 613

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.6	6.	Soutien aux écoles.....	1 936 910	1 866 266
		Financement des subventions de fonctionnement aux écoles et de la part de l'employeur pour les cotisations d'exercice des enseignants.		
	a)	Subventions de fonctionnement aux écoles		
		1) Autres dépenses	2 475	2 475
		2) Subventions	1 739 780	1 673 931
		Sous-total a)	1 742 255	1 676 406
	b)	Subventions générales de soutien		
		1) Subventions	36 521	36 521
	c)	Autres subventions		
		1) Subventions	7 362	5 045
	d)	Caisse de retraite des enseignants		
		1) Autres dépenses	150 772	148 294
16.7	7.	Services ministériels.....	4 983	6 357
		Prestation de services de coordination au ministère pour l'aider à remplir son mandat et soutien de la haute direction concernant la planification stratégique et les initiatives prioritaires du gouvernement central, la gestion de projets, la communication et la correspondance avec le public, ainsi que l'élaboration, la mise en œuvre, l'entretien continu et le contrôle des politiques ministérielles et des procédés administratifs. Gestion et prestation de services ministériels partagés, notamment l'analyse opérationnelle, les technologies de l'information et des communications, la préparation aux situations d'urgence et la planification de la continuité des activités, et les relations intergouvernementales.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	371	296
		2) Autres dépenses	23	23
		Sous-total a)	394	319
	b)	Services de soutien aux activités		
		1) Salaires et avantages sociaux	604	540
		2) Autres dépenses	207	207
		Sous-total b)	811	747

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
	c)	Relations sectorielles		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 233	1 992
		2) Autres dépenses	150	150
		Sous-total c)	2 383	2 142
	d)	Politique et planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	934	855
		2) Autres dépenses	461	2 294
		Sous-total d)	1 395	3 149
16.8	8.	Apprentissage et garde des jeunes enfants	503 370	459 468
		La Division de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants assure la direction stratégique du système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants du Manitoba, assurant la prestation d'environnements d'apprentissage précoce de haute qualité, inclusifs, sécuritaires et sains pour les enfants. La Division est chargée de l'élaboration de politiques, du financement (dont le Programme d'allocations pour la garde d'enfants), de la délivrance de licences aux établissements, du développement de la main-d'œuvre (y compris la reconnaissance professionnelle), des immobilisations et de l'expansion des places, de la conception des programmes d'études (notamment les programmes de diversité et d'inclusion) et de l'établissement des compétences requises pour les programmes d'éducation et de formation.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	432	356
		2) Autres dépenses	173	23
		Sous-total a)	605	379
	b)	Politique et planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 906	2 589
		2) Autres dépenses	377	377
		Sous-total b)	3 283	2 966
	c)	Activités provinciales		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 165	4 663
		2) Autres dépenses	493	493
		Sous-total c)	5 658	5 156

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
	d)	Financement et aide financière		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 663	2 399
	2)	Autres dépenses	1 875	1 875
	3)	Subventions	475 444	422 939
	4)	Aide financière	12 895	22 895
		Sous-total d)	492 877	450 108
	e)	Immobilisations et expansion des places		
	1)	Salaires et avantages sociaux	907	819
	2)	Autres dépenses	40	40
		Sous-total e)	947	859
16.9	9.	Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables Financement accordé aux divisions scolaires à des fins de remboursement du principal d'emprunts de capitaux approuvés, d'achat de matériel et d'autres dépenses en immobilisations.	116 586	109 301
	a)	Divisions scolaires		
	1)	Subventions en capital	116 586	109 301
D.N.V.	10.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées) Couvre les coûts liés aux immobilisations.	58	58
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	58	58

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
Partie B — Investissements en immobilisations				
16.10	16.	Immobilisations	20 665	-
		Acquisition de matériel et de biens corporels, projets majeurs de construction de bâtiments, et agrandissement ou rénovation de bâtiments.		
	a)	Actif général	665	-
	b)	Infrastructure	20 000	-
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
16.11	16.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables.	174 335	160 000
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Divisions scolaires publiques	174 335	160 000

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	<u>29 101</u>	1,5	<u>28 666</u>
Total de la Partie A — Fonctionnement	<u>29 101</u>	1,5	<u>28 666</u>
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	29 101	1,5	28 666
Subventions en capital	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total des crédits à voter	<u>29 101</u>	1,5	<u>28 666</u>
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total de la Partie A — Fonctionnement	<u>29 101</u>	1,5	<u>28 666</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2024-2025	28 666
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	<u>28 666</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6), suite				
Partie A — Fonctionnement				
6.1	1.	Régime de retraite de la fonction publique et autres frais.	29 011	28 666
		Paiements divers relatifs à la fonction publique, y compris la part de l'employeur pour les cotisations d'exercice, les indemnités de cessation d'emploi et les autres paiements du gouvernement en tant qu'employeur.		
	a)	Coûts liés au Régime de retraite de la fonction publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	95 076	95 658
		2) Autres dépenses	2 549	1 967
		Sous-total avant les sommes récupérées	97 625	97 625
		3) Salaires et avantages sociaux	(89 713)	(85 556)
		Total des sommes récupérées	(89 713)	(85 556)
		Sous-total a)	7 912	12 069
	b)	Autres avantages salariaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	14 226	9 911
	c)	Commission des accidents du travail — évaluations		
		1) Salaires et avantages sociaux	10 166	8 860
		2) Autres dépenses	6 963	6 685
		Sous-total avant les sommes récupérées	17 129	15 545
		3) Salaires et avantages sociaux	(10 166)	(8 860)
		Total des sommes récupérées	(10 166)	(8 860)
		Sous-total c)	6 963	6 685
	d)	Régime de pensions du Canada		
		1) Salaires et avantages sociaux	53 646	50 376
	e)	Régime d'assurance-emploi		
		1) Salaires et avantages sociaux	18 131	17 296
	f)	Assurance-vie collective de la fonction publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 677	2 625
	g)	Régime d'assurance prévoyant le transport par ambulance et l'hospitalisation dans une chambre à deux lits		
		1) Salaires et avantages sociaux	298	298
	h)	Impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	24 615	23 390

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6), suite				
	i)	Régime d'assurance dentaire		
	1)	Salaires et avantages sociaux	12 485	9 680
	2)	Autres dépenses	560	520
		Sous-total i)	13 045	10 200
	j)	Régime de soins de la vue		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 895	1 710
	2)	Autres dépenses	95	90
		Sous-total j)	1 990	1 800
	k)	Programme de remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance		
	1)	Salaires et avantages sociaux	5 085	4 250
	2)	Autres dépenses	255	250
		Sous-total k)	5 340	4 500
	l)	Régime d'assurance-invalidité de longue durée		
	1)	Salaires et avantages sociaux	14 379	13 804
	2)	Autres dépenses	537	800
		Sous-total l)	14 916	14 604
	m)	Compte gestion-santé		
	1)	Salaires et avantages sociaux	7 500	7 105
	2)	Autres dépenses	340	395
		Sous-total m)	7 840	7 500
	n)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
	1)	Salaires et avantages sociaux	(140 711)	(130 733)
	2)	Autres dépenses	(1 787)	(1 855)
		Sous-total n)	(142 498)	(132 588)

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Finances et services partagés	8 853	5,5	8 394
2. Gérance de l'environnement	30 539	28,3	23 802
3. Action pour le climat et innovation énergétique	3 419	0,7	3 394
4. Gestion des ressources hydriques	22 847	3,5	22 082
5. Parcs et sentiers	42 901	8,6	39 512
Sous-total	108 559	11,7	97 184
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	8 762	14,2	7 672
Total de la Partie A — Fonctionnement	117 321	11,9	104 856
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	108 559	11,7	97 184
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	108 559	11,7	97 184
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 403	30,3	1 077
Infrastructure	7 359	11,6	6 595
Total de la Partie A — Fonctionnement	117 321	11,9	104 856
Partie B — Investissements en immobilisations			
12. Immobilisations			
Actif général	1 945	-	270
Infrastructure	8 185	22,6	6 675
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	10 130	45,9	6 945

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			101 814
Transfert venant de :			
- Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois			4 337
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			114
Transfert allant à :			
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			(114)
- Prestation des services publics			(1 295)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>104 856</u>
Partie B — Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			6 825
Transfert venant de :			
- Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois			120
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>6 945</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite				
Partie A — Fonctionnement				
12.1	1.	Finances et services partagés.	8 853	8 394
		Haute direction du ministère. Prestation de services financiers, des technologies de l'information et de soutien administratif.		
		Remarque : les Services administratifs et financiers constituent un service partagé fourni au ministère de l'Environnement et du Changement climatique et au ministère du Travail et de l'Immigration.		
		<i>Commission de protection de l'environnement</i> : évalue les répercussions environnementales des projets de développement, fait des recommandations et donne des conseils à ce sujet; enquête et fait des recherches sur les questions environnementales; entreprend des activités éducatives destinées au grand public.		
		<i>Législation, politique et coordination</i> : soutient les politiques centrales en ce qui concerne l'analyse des lois et des politiques, la mise en œuvre des initiatives stratégiques et les activités interministérielles fédérales-provinciales-territoriales.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	909	725
		2) Autres dépenses	182	182
		Sous-total b)	1 091	907
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 967	4 628
		2) Autres dépenses	1 025	1 125
		Sous-total c)	5 992	5 753
	d)	Commission de protection de l'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	419	387
		2) Autres dépenses	59	79
		Sous-total d)	478	466
	e)	Législation, politique et coordination		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 109	1 031
		2) Autres dépenses	135	190
		Sous-total e)	1 244	1 221

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite				
12.2	2.	Gérance de l'environnement	30 539	23 802
		Élabore des programmes environnementaux et coordonne leur mise en œuvre. Veille à l'évaluation des répercussions environnementales des projets de développement. Offre des programmes d'intervention d'urgence en cas d'urgences environnementales.		
		Élabore des lois et des règlements, des lignes directrices, des plans et des programmes visant la protection et la gestion durables de l'environnement du Manitoba.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 189	1 326
		2) Autres dépenses	8 754	8 754
		3) Subventions	37	37
		Sous-total a)	9 980	10 117
	b)	Conformité et application de la loi en matière d'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 824	4 497
		2) Autres dépenses	725	725
		Sous-total b)	5 549	5 222
	c)	Autorisations environnementales		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 103	3 026
		2) Autres dépenses	500	500
		Sous-total c)	3 603	3 526
	d)	Programmes environnementaux et assainissement		
		1) Salaires et avantages sociaux	833	763
		2) Autres dépenses	10 574	4 174
		Sous-total d)	11 407	4 937

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite				
12.3	3.	Action pour le climat et innovation énergétique	3 419	3 394
		Élabore et coordonne la feuille de route du Manitoba visant l'objectif de carboneutralité d'ici 2050, y compris en créant et en mettant en œuvre des politiques et des programmes. Collabore avec les autres ministères, les organismes du gouvernement et des intervenants externes afin de coordonner les questions relatives au climat et à l'énergie qui contribuent à faire du Manitoba un chef de file de l'énergie propre, tout en prenant des mesures audacieuses pour faire face et s'adapter au changement climatique.		
	a)	Action pour le climat et innovation énergétique		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 001	2 856
	2)	Autres dépenses	418	538
		Sous-total a)	3 419	3 394
12.4	4.	Gestion des ressources hydriques	22 847	22 082
		Recherche scientifique, surveillance et gestion en vue de veiller à la santé et à la durabilité des bassins hydrographiques du Manitoba. Surveillance et réglementation visant à garantir la salubrité de l'eau potable du Manitoba, et délivrance de licences relatives au drainage et à l'utilisation de l'eau de façon durable.		
	a)	Administration divisionnaire		
	1)	Salaires et avantages sociaux	239	216
	2)	Autres dépenses	27	27
		Sous-total a)	266	243
	b)	Sciences de l'eau et gestion des bassins hydrographiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	4 940	4 721
	2)	Autres dépenses	2 383	1 960
		Sous-total b)	7 323	6 681
	c)	Licences relatives au drainage et à l'utilisation de l'eau		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 629	2 567
	2)	Autres dépenses	673	670
		Sous-total c)	3 302	3 237

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite				
	d)	Service de l'eau potable		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 758	2 546
		2) Autres dépenses	701	692
		Sous-total d)	3 459	3 238
	e)	Districts hydrographiques et aide à la planification		
		1) Subventions	7 767	7 767
	f)	Initiatives de gestion des ressources hydriques		
		1) Autres dépenses	265	451
		2) Subventions	465	465
		Sous-total f)	730	916
12.5	5.	Parcs et sentiers	42 901	39 512
		Intégration de la prestation des programmes et des services liés aux parcs provinciaux, direction de l'initiative manitobaine liée aux zones protégées, et soutien du développement du réseau de sentiers récréatifs du Manitoba.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	893	807
		2) Autres dépenses	442	442
		Sous-total a)	1 335	1 249
	b)	Parcs		
		1) Salaires et avantages sociaux	22 314	21 008
		2) Autres dépenses	13 350	11 403
		3) Subventions	5 902	5 852
		Sous-total b)	41 566	38 263

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite				
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	8 762	7 672
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	1 403	1 077
	b)	Infrastructure		
		1) Amortissement	7 042	6 278
		2) Charge de désactualisation	317	317
		Sous-total b)	7 359	6 595
Partie B — Investissements en immobilisations				
12.6	12.	Immobilisations	10 130	6 945
		<i>Actif général</i> : couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
		<i>Infrastructure</i> : construction liée à l'infrastructure des parcs, à l'amélioration des emplacements de camping et à d'autres projets d'infrastructure.		
	a)	Actif général	1 945	270
	b)	Infrastructure	8 185	6 675

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
FAMILLES (9)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	6 626	14,8	5 770
2. Services et soutiens communautaires.....	103 839	5,0	98 941
3. Politiques, programmes et législation.....	1 518 965	6,0	1 433 440
4. Services aux enfants et aux jeunes.....	535 832	2,1	524 768
5. Soutien numérique, organisationnel et stratégique.....	9 016	10,1	8 186
6. Secrétariat pour les femmes et l'égalité des genres.....	53 038	1,3	52 372
Sous-total	2 227 316	4,9	2 123 477
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
7. Coûts liés aux immobilisations.....	102	-	102
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 227 418	4,9	2 123 579
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	2 227 316	4,9	2 123 477
Subventions en capital.....	-	-	-
Total des crédits à voter	2 227 316	4,9	2 123 477
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	102	-	102
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 227 418	4,9	2 123 579

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
FAMILLES (9), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			2 123 836
Transfert venant de :			
- Finances			104
- Santé, Aînés et Soins de longue durée			16
Transfert allant à :			
- Finances			(103)
- Prestation des services publics			(274)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>2 123 579</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
Partie A — Fonctionnement				
9.1	1.	Administration et finances	6 626	5 770
		Haute direction, planification, obligation redditionnelle des organismes, services de planification et de gestion financières, y compris l'examen du budget et le contrôle financier, viabilité financière et analytique stratégique, et soutien administratif général du ministère.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 367	1 204
		2) Autres dépenses	70	70
		Sous-total b)	1 437	1 274
	c)	Section de l'obligation redditionnelle et du soutien des organismes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 442	1 283
		2) Autres dépenses	161	161
		Sous-total c)	1 603	1 444
	d)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 603	2 197
		2) Autres dépenses	376	376
		Sous-total d)	2 979	2 573
	e)	Viabilité financière et analytique stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	534	407
		2) Autres dépenses	25	25
		Sous-total e)	559	432

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.2	2.	Services et soutiens communautaires	103 839	98 941
		Fournit des services et assure l'administration financière pour les Services d'intégration communautaire des personnes handicapées, les Services aux enfants handicapés, et les programmes d'aide à l'emploi, au revenu et au loyer. Coordonne et offre des services aux enfants et aux familles à Winnipeg et dans les régions rurales au nom de la Régie générale des services à l'enfant et à la famille.		
	a)	Planification stratégique et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	839	724
		2) Autres dépenses	272	272
		Sous-total a)	1 111	996
	b)	Services sociaux régionaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	41 589	36 949
		2) Autres dépenses	5 380	5 380
		Sous-total b)	46 969	42 329
	c)	Services provinciaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	12 560	10 776
		2) Autres dépenses	961	961
		Sous-total c)	13 521	11 737
	d)	Centre manitobain de développement		
		1) Salaires et avantages sociaux	-	4 138
		2) Autres dépenses	-	1 992
		Sous-total d)	-	6 130
	e)	Services centralisés et soutien aux personnes handicapées		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 836	7 911
		2) Autres dépenses	597	597
		Sous-total e)	9 433	8 508

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
	f)	Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg		
	1)	Salaires et avantages sociaux	17 943	15 710
	2)	Autres dépenses	2 012	2 012
		Sous-total f)	19 955	17 722
	g)	Services à l'enfant et à la famille des régions rurales et du Nord		
	1)	Salaires et avantages sociaux	11 581	10 250
	2)	Autres dépenses	1 269	1 269
		Sous-total g)	12 850	11 519
9.3	3.	Politiques, programmes et législation	1 518 965	1 433 440
		Assure la direction des programmes, le financement, l'élaboration de politiques et la diffusion d'information pour la Direction de la politique relative au soutien de l'emploi, du revenu et de la santé et les programmes d'aide aux personnes handicapées. Fournit des services au ministère, y compris en ce qui concerne la législation, la politique stratégique et les relations intergouvernementales. Soutient l'amélioration de l'accessibilité au Manitoba et la conformité avec les normes d'accessibilité. Fournit des services de coordination à l'échelle gouvernementale en vue d'appuyer les programmes liés à la réduction de la pauvreté et à l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation foetale.		
	a)	Législation et politique stratégique		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 747	2 380
	2)	Autres dépenses	199	199
	3)	Subventions	685	560
		Sous-total a)	3 631	3 139
	b)	Bureau de l'accessibilité du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	846	711
	2)	Autres dépenses	230	230
	3)	Subventions	825	825
		Sous-total b)	1 901	1 766

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
c)		Politique relative au soutien de l'emploi, du revenu et de la santé		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 743	2 412
	2)	Autres dépenses	10 617	14 564
	3)	Subventions	3 543	3 543
	4)	Aide financière	778 813	721 890
		Sous-total c)	795 716	742 409
d)		Politique relative aux personnes handicapées		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 783	2 456
	2)	Autres dépenses	3 832	3 115
	3)	Subventions	111	101
		Sous-total d)	6 726	5 672
e)		Services d'intégration communautaire des personnes handicapées		
	1)	Autres dépenses	2 026	1 735
	2)	Subventions	1 290	1 290
	3)	Aide financière	656 519	632 517
		Sous-total e)	659 835	635 542
f)		Services aux enfants handicapés		
	1)	Autres dépenses	29 415	27 071
	2)	Subventions	10	10
	3)	Aide financière	21 731	17 831
		Sous-total f)	51 156	44 912

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.4	4.	Services aux enfants et aux jeunes	535 832	524 768
		Soutien des stratégies de prévention et d'intervention précoce, fondées sur des données probantes, pour les enfants et les jeunes.		
		Orientation stratégique, financement et soutien des quatre régies de services à l'enfant et à la famille, lesquelles offrent un éventail exhaustif de services d'intervention précoce, de prévention, de protection des enfants et de réunification par l'entremise de leurs offices autorisés. Administration de services centralisés qui aident les offices et les organismes communautaires à veiller au bien-être des enfants, des jeunes et des familles. Soutien des réorientations opérationnelles requises pour l'établissement de fournisseurs de services autochtones sous gouvernance autochtone.		
		Le Bureau du transfert de responsabilités à la gouvernance autochtone est responsable de domaines clés liés à la législation fédérale en matière de bien-être des enfants et à la compétence autochtone, y compris de discussions sur les accords de coordination trilatérale avec le Canada et les gouvernements autochtones. Soutien du gouvernement du Manitoba et du système provincial de services à l'enfant et à la famille sur le plan de l'adaptation aux services offerts en vertu des lois autochtones, ainsi que des négociations et de la communication intergouvernementales.		
	a)	Initiatives stratégiques et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 584	3 313
		2) Autres dépenses	151	151
		Sous-total a)	3 735	3 464
	b)	Services de protection des enfants		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 596	5 910
		2) Autres dépenses	28 443	27 666
		3) Subventions	8 215	7 538
		4) Aide financière	72 757	75 527
		Sous-total b)	116 011	116 641
	c)	Régies de services à l'enfant et à la famille		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 374	2 112
		2) Subventions	369 280	358 204
		3) Aide financière	43 430	43 430
		Sous-total c)	415 084	403 746
	d)	Bureau du transfert de responsabilités à la gouvernance autochtone		
		1) Salaires et avantages sociaux	946	861
		2) Autres dépenses	56	56
		Sous-total d)	1 002	917

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.5	5.	Soutien numérique, organisationnel et stratégique	9 016	8 186
		Fournit au ministère une vaste gamme de services intégrés et professionnels. Soutient des initiatives interministérielles complexes qui nécessitent de la collaboration et des partenariats avec des intervenants externes comme des offices, des régies, des entreprises, des collectivités et d'autres gouvernements.		
	a)	Bureau de conseils stratégiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	785	639
		2) Autres dépenses	63	63
		Sous-total a)	848	702
	b)	Bureau de gestion des projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	731	659
		2) Autres dépenses	136	136
		Sous-total b)	867	795
	c)	Bureau de la durabilité numérique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 092	958
		2) Autres dépenses	1 224	1 263
		Sous-total c)	2 316	2 221
	d)	Soutien ministériel		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 654	1 501
		2) Autres dépenses	267	267
		3) Subventions	188	149
		Sous-total d)	2 109	1 917
	e)	Bureau du commissaire aux adultes ayant une déficience intellectuelle		
		1) Salaires et avantages sociaux	668	577
		2) Autres dépenses	99	99
		Sous-total e)	767	676
	f)	Commission d'appel des services sociaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	428	390
		2) Autres dépenses	65	65
		Sous-total f)	493	455
	g)	Bureau de l'innovation sociale		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 369	1 173
		2) Autres dépenses	247	247
		Sous-total g)	1 616	1 420

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.6	6.	Secrétariat pour les femmes et l'égalité des genres	53 038	52 372
		Assure le fonctionnement du Secrétariat pour les femmes et l'égalité des genres. Promeut l'égalité des genres et la pleine participation des femmes et des personnes 2ELGBTQIA+ à la société en encourageant la sensibilisation, en élaborant des politiques et des dispositions législatives, et en créant des ressources. Assure la mise en œuvre de la stratégie provinciale pangouvernementale Mino'Ayaawag Ikwewag, qui améliore la sécurité et le bien-être des femmes, des filles et des personnes bispirituelles autochtones au moyen d'initiatives de prévention et d'autonomisation. S'occupe du Programme de prévention de la violence fondée sur le genre, qui favorise l'élimination de la violence fondée sur le genre par le financement et la supervision d'organismes communautaires offrant des programmes et des services.		
	a)	Secrétariat pour les femmes et l'égalité des genres		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 485	1 350
		2) Autres dépenses	22 555	22 585
		3) Subventions	27 139	26 559
		4) Aide financière	1 859	1 878
		Sous-total a)	53 038	52 372
D.N.V.	7.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	102	102
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	102	102

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
FINANCES (7)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	9 022	6,0	8 509
2. Services ministériels	1 815	(5,7)	1 925
3. Politique et recherche financières	2 901	0,4	2 890
4. Communications et mobilisation	9 136	0,3	9 105
5. Trésorerie	2 469	(1,1)	2 497
6. Taxes et impôts	16 488	(1,9)	16 802
7. Secrétariat du Conseil du Trésor	10 329	(2,7)	10 615
8. Secrétariat chargé du développement communautaire et économique	1 643	1,0	1 627
9. Affaires intergouvernementales	3 039	0,5	3 023
10. Secrétariat pour la réconciliation avec les peuples autochtones ..	10 556	1,5	10 405
Sous-total	67 398	-	67 398
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
11. Coûts liés aux immobilisations	337	-	337
Total de la Partie A — Fonctionnement	67 735	-	67 735
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	67 398	-	67 398
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	67 398	-	67 398
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	337	-	337
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	67 735	-	67 735
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	265 000	(62,5)	706 384

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
FINANCES (7), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			67 966
Transfert venant de :			
- Agriculture			80
- Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois			372
- Familles			103
Transfert allant à :			
- Conseil exécutif			(111)
- Familles			(104)
- Prestation des services publics			(71)
- Crédits d'autorisation			(500)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>67 735</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
Partie A — Fonctionnement				
7.1	1.	Administration et finances	9 022	8 509
		Haute direction et gestion du ministère des Finances.		
		Services financiers communs et contrôle financier pour divers ministères. Fonctions centralisées d'administration et de traitement relatives aux comptes fournisseurs centraux, aux services de paie centraux et au rapprochement bancaire.		
		<i>Régie des services publics</i> : tribunal administratif quasi judiciaire indépendant qui a un pouvoir de surveillance des services publics et des organismes désignés par la loi. Tient compte des répercussions pour les consommateurs et des exigences financières des services publics lors de l'approbation des tarifs.		
		<i>Office des services financiers du Manitoba</i> : protège les investisseurs manitobains et favorise des marchés financiers et immobiliers dynamiques et compétitifs qui contribuent au développement économique, tout en encourageant le public à avoir confiance en ces marchés. Fournit un cadre réglementaire pour le secteur des assurances, les sociétés de fiducie, les sociétés de prêt, les credit unions et les caisses populaires en activité au Manitoba.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 127	1 036
		2) Autres dépenses	89	89
		Sous-total b)	1 216	1 125
	c)	Finances centrales		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 764	4 800
		2) Autres dépenses	906	906
		Sous-total avant les sommes récupérées	5 670	5 706
		3) Autres dépenses	(560)	(560)
		Total des sommes récupérées	(560)	(560)
		Sous-total c)	5 110	5 146
	d)	Régie des services publics		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 343	1 386
		2) Autres dépenses	1 305	805
		Sous-total d)	2 648	2 191
	e)	Office des services financiers du Manitoba	-	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.2	2.	Services ministériels.....	1 815	1 925
		Offre des analyses, des conseils et des recommandations stratégiques concernant les initiatives et les projets majeurs, en conformité avec les objectifs du gouvernement. Comprend des fonctions de gouvernance et de gestion de l'obligation redditionnelle. Offre un soutien centralisé, notamment en matière de coordination des demandes et des rapports du gouvernement central, de mobilisation des employés des ministères, d'avancement de la réconciliation, et de diversité et d'inclusion.		
	a)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 515	1 625
		2) Autres dépenses	300	300
		Sous-total a)	1 815	1 925
7.3	3.	Politique et recherche financières.....	2 901	2 890
		Recherche, analyse et soutien relativement aux politiques économiques, financières et fiscales au niveau local, national et international, notamment en ce qui concerne les incidences et les projets de nature financière. Soutien au ministère et au gouvernement en ce qui a trait à la modélisation et à la recherche financières.		
	a)	Politique et recherche financières		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 644	2 633
		2) Autres dépenses	257	257
		Sous-total a)	2 901	2 890

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.4	4.	Communications et mobilisation	9 136	9 105
		La Division dirige, à l'échelle du gouvernement, les initiatives visant à accroître la responsabilisation gouvernementale par la transparence, l'ouverture et la sensibilisation, tout en favorisant la mobilisation du public et sa participation aux activités gouvernementales. Dans ce but, elle met en place des activités de communication de haute qualité et adopte des pratiques de mobilisation novatrices, notamment en ce qui concerne la planification des communications stratégiques, l'information et les consultations publiques, la mobilisation du public et des parties prenantes, la détermination et la gestion des enjeux, la planification et les achats médiatiques, et un centre de contact centralisé à la disposition de la population. Elle favorise la transparence en soutenant les demandes d'accès à l'information, en assurant la conformité avec la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée, en encourageant la divulgation proactive et en adoptant des mesures de protection de la vie privée à l'échelle du gouvernement.		
	a)	Communications et mobilisation		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 933	6 902
		2) Autres dépenses	2 964	2 964
		Sous-total avant les sommes récupérées	9 897	9 866
		3) Autres dépenses	(761)	(761)
		Total des sommes récupérées	(761)	(761)
		Sous-total a)	9 136	9 105
7.5	5.	Trésorerie	2 469	2 497
		Joue un rôle central dans la gestion des ressources de trésorerie du Trésor, assurant la liquidité et optimisant les flux de trésorerie afin de veiller à la continuité des activités du gouvernement. La Division de la trésorerie gère les programmes d'emprunt, la dette et les investissements du gouvernement, des sociétés d'État et des organismes, conformément aux politiques de risque approuvées. Elle est également chargée de gérer les comptes bancaires du gouvernement, d'atténuer les risques financiers et d'entretenir d'excellentes relations avec les détenteurs d'obligations, les établissements financiers et les agences de notation. En outre, elle doit compiler les estimations et les analyses des coûts liés à la dette publique.		
	a)	Trésorerie		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 323	2 351
		2) Autres dépenses	146	146
		Sous-total a)	2 469	2 497

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.6	6.	Taxes et impôts	16 488	16 802
		Assure l'administration et la perception efficaces des recettes fiscales provinciales. Fournit des renseignements et réalise des audits et des enquêtes afin de promouvoir et de favoriser le respect des lois fiscales provinciales par les contribuables.		
	a)	Administration des taxes et des impôts		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 684	3 712
		2) Autres dépenses	2 859	2 859
		Sous-total a)	6 543	6 571
	b)	Information fiscale		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 861	2 028
		2) Autres dépenses	202	202
		Sous-total b)	2 063	2 230
	c)	Audit		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 143	7 262
		2) Autres dépenses	723	723
		Sous-total c)	7 866	7 985
	d)	Commission d'appel des impôts et des taxes		
		1) Autres dépenses	16	16

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.7	7.	Secrétariat du Conseil du Trésor	10 329	10 615
		Fournit des services conformément aux responsabilités du Conseil du Trésor énoncées aux articles 5 à 8 de la Loi sur la gestion des finances publiques, notamment la gestion financière et l'harmonisation des décisions de principe et des plans financiers à long terme du gouvernement. Analyse et surveille les mesures de la performance des programmes et la situation financière du gouvernement du Manitoba. Planifie et coordonne le processus budgétaire, examine les initiatives stratégiques et les programmes ciblés et coordonne l'usage de la mesure de la performance à l'échelle du gouvernement. Établit et supervise le contrôle financier et la politique de gestion financière du gouvernement. Fournit des services de consultation et d'audit interne aux ministères et aux organismes du gouvernement en ce qui a trait aux contrôles internes. Prépare le sommaire des comptes publics pour la province conformément aux Normes comptables pour le secteur public. Évalue et supervise les politiques et les systèmes de comptabilité et de gestion financière à l'échelle du gouvernement pour présenter des états financiers sommaires qui reflètent la situation financière réelle du gouvernement du Manitoba.		
	a)	Secrétariat du Conseil du Trésor		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 353	9 639
		2) Autres dépenses	976	976
		Sous-total a)	10 329	10 615
7.8	8.	Secrétariat chargé du développement communautaire et économique	1 643	1 627
		Fournit des conseils et du soutien au Cabinet visant l'avancement des initiatives économiques majeures du gouvernement.		
	a)	Secrétariat chargé du développement communautaire et économique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 243	1 227
		2) Autres dépenses	400	400
		Sous-total a)	1 643	1 627

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.9	9.	Affaires intergouvernementales	3 039	3 023
		Fournit des conseils stratégiques et des services d'analyse et de soutien concernant les priorités et les questions liées aux relations du Manitoba avec le gouvernement fédéral et les autres gouvernements provinciaux et territoriaux; aux relations, activités et intérêts internationaux; et aux politiques et ententes nationales et internationales en matière de commerce.		
	a)	Affaires intergouvernementales		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 308	2 342
		2) Autres dépenses	731	681
		Sous-total a)	3 039	3 023
7.10	10.	Secrétariat pour la réconciliation avec les peuples autochtones.....	10 556	10 405
		Direction des mesures prises par le Manitoba en matière de réconciliation. Élaboration de politiques et de travaux de recherche, coordination d'initiatives intergouvernementales et réalisation d'initiatives stratégiques. Surveillance de l'application de la Loi sur la réconciliation, et direction de la planification d'activités complexes de mobilisation avec les peuples autochtones faisant intervenir plusieurs ministères.		
	a)	Haute administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	738	723
		2) Autres dépenses	85	85
		Sous-total a)	823	808
	b)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	141	154
		2) Autres dépenses	10	10
		Sous-total b)	151	164
	c)	Peuples		
		1) Salaires et avantages sociaux	924	969
		2) Autres dépenses	131	131
		3) Subventions	1 250	1 250
		Sous-total c)	2 305	2 350
	d)	Terres		
		1) Salaires et avantages sociaux	726	640
		2) Autres dépenses	64	64
		Sous-total d)	790	704

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	e)	Cultures		
		1) Salaires et avantages sociaux	655	652
		2) Autres dépenses	116	64
		3) Subventions	1 752	1 752
		Sous-total e)	2 523	2 468
	f)	Langues		
		1) Salaires et avantages sociaux	393	340
		2) Autres dépenses	71	71
		Sous-total f)	464	411
	g)	Fonds des initiatives de réconciliation avec les peuples autochtones		
		1) Subventions	3 500	3 500
D.N.V.	11.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	337	337
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	337	337
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
7.11	7.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables	265 000	706 384
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Régie de l'hydro-électricité du Manitoba	881 237	706 384
	b)	Moins : Autofinancement par la Régie de l'hydro-électricité du Manitoba	(616 237)	-

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Finances	7 305	3,1	7 082
2. Politique et planification de la santé	16 970	3,2	16 439
3. Assurances	15 141	-	15 141
4. Santé publique	31 669	11,5	28 398
5. Performance et supervision	4 767	-	4 767
6. Aînés et soins de longue durée	19 604	-	19 604
7. Stratégie et administration ministérielles	8 304	-	8 304
8. Financement des offices de la santé	5 638 298	17,6	4 793 350
9. Services de santé provinciaux	345 157	13,5	304 014
10. Services médicaux	2 039 596	10,6	1 844 491
11. Régime d'assurance-médicaments	466 088	3,6	450 099
12. Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables	238 510	14,7	207 890
Sous-total	8 831 409	14,7	7 699 579
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
13. Coûts liés aux immobilisations	289	(3,3)	299
Total de la Partie A — Fonctionnement	8 831 698	14,7	7 699 878
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	8 592 899	14,7	7 491 689
Subventions en capital	238 510	14,7	207 890
Total des crédits à voter	8 831 409	14,7	7 699 579
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	289	(3,3)	299
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	8 831 698	14,7	7 699 878
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	550 000	4,8	524 954

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			7 701 683
Transfert venant de :			
- Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance			644
Transfert allant à :			
- Familles			(16)
- Relations avec les municipalités et le Nord			(131)
- Prestation des services publics			(2 302)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>7 699 878</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
Partie A — Fonctionnement				
21.1	1.	Finances.....	7 305	7 082
		Haute direction et services centralisés de planification, de gestion financière et de contrôle financier. Supervision de l'allocation des ressources budgétaires relatives au système de santé et de la performance organisationnelle au moyen d'une mise en service structurée des programmes et des services offerts par les organismes de prestation de services de santé. Prestation de conseils et de services de gestion des finances et de soutien au ministère.		
		<i>Contrôle financier</i> : se charge de la gestion et de la surveillance de la planification financière intégrée, du contrôle financier ainsi que des services budgétaires et comptables, et élabore des politiques, des procédures et des systèmes financiers conformément aux priorités et aux politiques du gouvernement.		
		<i>Mise en service sur le plan financier</i> : planifie et supervise l'affectation des fonds médicaux, d'exploitation et d'immobilisations aux organismes de prestation de services de santé conformément aux politiques du gouvernement. Surveille la performance financière des organismes de prestation de services de santé et d'autres programmes de soins de santé provinciaux, et en fait rapport.		
		<i>Stratégie financière</i> : fournit du soutien, des conseils stratégiques et des analyses financières et économétriques sur l'attribution équitable de financement aux organismes de prestation de services, la rémunération médicale, la modélisation des dépenses du programme de médicaments provincial ainsi que des initiatives et des projets liés au système de santé; applique l'information fondée sur les données probantes conformément aux mandats et aux priorités du gouvernement.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 210	1 123
		2) Autres dépenses	213	213
		Sous-total b)	1 423	1 336
	c)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	601	535
		2) Autres dépenses	23	23
		Sous-total c)	624	558
	d)	Contrôle financier		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 537	1 549
		2) Autres dépenses	288	288
		3) Subventions	438	438
		Sous-total d)	2 263	2 275

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	e)	Mise en service sur le plan financier		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 195	2 128
	2)	Autres dépenses	103	103
		Sous-total e)	2 298	2 231
	f)	Stratégie financière		
	1)	Salaires et avantages sociaux	614	600
	2)	Autres dépenses	35	35
		Sous-total f)	649	635
21.2	2.	Politique et planification de la santé	16 970	16 439
		Soutien au gouvernement visant l'élaboration et la mise en œuvre de solutions législatives, stratégiques, de planification et d'information pour le système de soins de santé.		
		<i>Analytique et gestion de l'information</i> : dirige et gère le service provincial commun d'analytique et de gestion de l'information, qui vise à fournir de l'information exacte et en temps utile aux décideurs à l'échelle du système de soins de santé.		
		<i>Planification et gestion du savoir</i> : supervise la planification du système de santé pour assurer son intégration stratégique et son harmonisation avec les activités du ministère et le mandat du gouvernement. Veille à ce que la structure et la gouvernance du ministère et du système de santé favorisent l'intégration des services de santé, ainsi que la coordination des réponses ministérielles aux enquêtes, aux audits, aux propositions et à la responsabilisation en matière de réglementation.		
		<i>Politiques et normes</i> : entreprend des activités en vue d'élaborer et de fournir des conseils stratégiques et des solutions concernant une vaste gamme de questions ayant trait au système de santé et aux décisions stratégiques gouvernementales. Gère la conception et l'élaboration des différentes formes de politiques afin de soutenir l'obligation redditionnelle relative aux orientations gouvernementales. Surveille la conformité du système de santé aux politiques et l'atteinte des objectifs stratégiques.		
		<i>Qualité et expérience citoyenne</i> : veille à la qualité du système de santé, notamment en ce qui concerne la prestation de soins axés sur les patients, la sécurité des patients, le processus d'agrément et la participation du public.		
		<i>Secrétariat législatif</i> : facilite l'élaboration et la modification de lois ou de règlements qui relèvent du ministre de la Santé, des Aînés et des Soins de longue durée. Fournit de l'information et des conseils relativement à l'application des lois et des règlements.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	273	277
		2) Autres dépenses	64	64
		Sous-total a)	337	341
	b)	Analytique et gestion de l'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 616	6 708
		2) Autres dépenses	842	842
		Sous-total b)	7 458	7 550
	c)	Planification et gestion du savoir		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 759	1 831
		2) Autres dépenses	1 129	1 129
		Sous-total c)	2 888	2 960
	d)	Politiques et normes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 589	1 578
		2) Autres dépenses	758	728
		3) Subventions	4	4
		Sous-total d)	2 351	2 310
	e)	Qualité et expérience citoyenne		
		1) Salaires et avantages sociaux	651	648
		2) Autres dépenses	2 282	1 682
		Sous-total e)	2 933	2 330
	f)	Secrétariat législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	836	781
		2) Autres dépenses	167	167
		Sous-total f)	1 003	948

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
21.3	3.	Assurances.....	15 141	15 141
		Établissement et administration des prestations comme le prescrit la Loi canadienne sur la santé, ainsi que des prestations financées par le gouvernement provincial comme le prescrivent la Loi sur l'assurance-maladie, la Loi sur les pharmacies et la Loi sur l'aide à l'achat de médicaments sur ordonnance. Établissement et surveillance des politiques, normes et processus administratifs ministériels.		
		<i>Stratégie sur la rémunération médicale et la main-d'œuvre</i> : dirige la supervision de la planification du système de santé en matière de rémunération des médecins (rémunération médicale) et des dépenses pour les services assurés. Assure l'harmonisation avec les politiques gouvernementales prioritaires et les exigences cliniques du système de santé.		
		<i>Services non assurés</i> : planifie, gère et administre les prestations financées par le gouvernement provincial et offertes en plus de celles requises par la Loi canadienne sur la santé. Procède à l'établissement des critères d'admissibilité, aux améliorations des services, aux modifications législatives et à la conception du régime de prestations connexe pour soutenir les objectifs et les priorités du gouvernement en matière de prestation de soins de santé.		
		<i>Services assurés</i> : planifie, gère et surveille l'inscription des résidents du Manitoba pour les prestations et les paiements à l'acte aux fournisseurs de soins de santé assurés en vertu du régime d'assurance-maladie provincial. Interprète et explique les prestations offertes en vertu du régime d'assurance-maladie provincial pour conseiller et orienter les organismes de prestation de services et assurer l'harmonisation avec les exigences de la Loi canadienne sur la santé. Formule des politiques, conçoit le régime de prestations et établit les modifications législatives correspondantes dans le but de soutenir les objectifs et les priorités du gouvernement en matière de prestation de soins de santé. Soutient l'élaboration des mandats de négociation pour les fournisseurs de soins de santé, les associations professionnelles et d'autres régimes provinciaux.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	279	278
		2) Autres dépenses	39	39
		Sous-total a)	318	317
	b)	Stratégie sur la rémunération médicale et la main-d'œuvre		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 354	1 354
		2) Autres dépenses	651	651
		3) Subventions	97	97
		Sous-total b)	2 102	2 102

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	c)	Services non assurés		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 458	4 401
		2) Autres dépenses	579	579
		3) Subventions	414	414
		Sous-total c)	5 451	5 394
	d)	Services assurés		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 216	6 274
		2) Autres dépenses	1 054	1 054
		Sous-total d)	7 270	7 328
21.4	4.	Santé publique	31 669	28 398
		Direction stratégique et surveillance des programmes, des politiques et des services de santé publique au Manitoba, conformément à la Loi sur la santé publique et aux fonctions essentielles de la santé publique reconnues à l'échelle nationale, et administration des responsabilités en vertu de la Loi sur la santé publique, des normes relatives aux soins de longue durée et d'urgence, et des fonctions de délivrance de permis.		
		<i>Population et santé publique</i> : en collaboration avec le Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba, dirige les fonctions d'élaboration de politiques, de planification, de surveillance et de leadership clinique relativement à la population et au système de santé public, pour promouvoir la santé de la population; dirige et coordonne le système de santé relativement aux questions de santé publique émergentes; et veille à ce que les services de protection de la santé soient fournis.		
		<i>Délivrance des permis et conformité</i> : assure la conformité du système de santé avec les lois, les politiques et les normes provinciales applicables pour veiller au maintien d'environnements sécuritaires pour les patients. Applique la Loi sur la protection des personnes recevant des soins, notamment en recevant les signalements de négligence et de mauvais traitements présumés des patients dans les établissements de soins de santé désignés. Supervise l'octroi de permis aux services médicaux d'urgence et aux foyers de soins personnels.		
		<i>Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba</i> : assure une direction coordonnée et intégrée en matière de santé publique pour les services et les programmes de santé publique à l'échelle régionale et provinciale, y compris en s'acquittant des rôles et des responsabilités énoncés dans la Loi sur la santé publique aux fins de promotion et de protection de la santé de la population.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	328	329
		2) Autres dépenses	69	69
		Sous-total a)	397	398
	b)	Population et santé publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	10 670	9 699
		2) Autres dépenses	10 194	8 217
		3) Subventions	171	171
		Sous-total b)	21 035	18 087
	c)	Délivrance des permis et conformité		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 453	2 382
		2) Autres dépenses	178	178
		Sous-total c)	2 631	2 560
	d)	Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 215	6 962
		2) Autres dépenses	391	391
		Sous-total d)	7 606	7 353

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
21.5	5.	Performance et supervision	4 767	4 767
		Supervision de la performance du système de soins de santé par la mise en service sur le plan des services de santé, par l'administration de cadres de travail en matière de gestion de la performance, de gestion des risques et de reddition de comptes, par l'élaboration et la coordination d'activités relatives à la transformation du système de santé et à la réconciliation avec les peuples autochtones dans le domaine de la santé, et par la supervision et la prise en charge des affaires et des ententes intergouvernementales portant sur la santé.		
		<i>Gestion de l'obligation redditionnelle</i> : fournit du leadership quant à la surveillance, à l'évaluation et au suivi de la performance à l'échelle du système, en effectuant des analyses, en gérant la performance et en rendant compte des résultats.		
		<i>Mise en service sur le plan des services de santé</i> : dirige l'élaboration, l'exécution et les responsabilités en ce qui concerne les accords de mise en service conclus avec les organismes subventionnés et les organismes de prestation de services.		
		<i>Affaires intergouvernementales</i> : élaboration, coordination, exécution, maintien et supervision de la reddition de comptes du ministère relative aux ententes et aux affaires intergouvernementales. De plus, la Direction des affaires intergouvernementales administre l'exploitation de trois postes de soins infirmiers provinciaux, conformément au protocole d'accord conclu entre le Canada et le Manitoba.		
		<i>Réconciliation avec les peuples autochtones</i> : élaboration, coordination, exécution, maintien et supervision de la reddition de compte relative à la réconciliation avec les peuples autochtones.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	278	281
		2) Autres dépenses	64	64
		Sous-total a)	342	345
	b)	Gestion de l'obligation redditionnelle		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 166	1 166
		2) Autres dépenses	69	69
		Sous-total b)	1 235	1 235
	c)	Mise en service sur le plan des services de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 551	1 548
		2) Autres dépenses	91	91
		Sous-total c)	1 642	1 639

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	d)	Affaires intergouvernementales		
		1) Salaires et avantages sociaux	858	858
		2) Autres dépenses	327	327
		Sous-total d)	1 185	1 185
	e)	Réconciliation avec les peuples autochtones		
		1) Salaires et avantages sociaux	178	178
		2) Autres dépenses	185	185
		Sous-total e)	363	363
21.6	6.	Âînés et soins de longue durée..... Fournit au ministre des conseils, du soutien analytique et un appui aux initiatives pour la mise en œuvre de mesures visant les personnes âgées et la défense de leurs intérêts ainsi que de soins de longue durée.	19 604	19 604
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	187	187
		2) Autres dépenses	10	10
		Sous-total a)	197	197
	b)	Âînés et soins de longue durée		
		1) Salaires et avantages sociaux	474	474
		2) Autres dépenses	18 880	18 880
		3) Subventions	53	53
		Sous-total b)	19 407	19 407

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
21.7	7.	Stratégie et administration ministérielles	8 304	8 304
		Haute direction, planification, direction de projets et fourniture de services centralisés de planification stratégique et d'orientation des politiques et des programmes ministériels. Il s'agit notamment de politiques stratégiques, de conseils ministériels et d'orientation concernant les attributions financières et l'obligation redditionnelle du ministère, en étroite collaboration avec la Division des finances du ministère. Direction et gestion des initiatives stratégiques concernant les priorités ministérielles et les projets stratégiques interministériels, fourniture de conseils stratégiques complexes et hautement spécialisés, et soutien de la haute direction du ministère.		
		<i>Programme de science des données</i> : organisme central offrant du soutien aux ministères du gouvernement du Manitoba et au secteur parapublic quant à l'utilisation de données dans le cadre de projets complexes qui engendrent des données probantes, ainsi que d'outils servant à éclairer la prise de décisions et la prestation de services. Responsable provincial du Manitoba concernant les questions liées à l'utilisation de données et d'éléments de preuve, de l'apprentissage machine et de l'intelligence artificielle dans la conception et l'évaluation des politiques et des programmes.		
		<i>Services du ministère</i> : élabore et soutient l'harmonisation avec les politiques administratives, les processus et les normes, et dirige les communications ministérielles, l'exploitation, ainsi que les efforts en matière de bien-être, de participation, de diversité et d'inclusion du personnel. Fournit du soutien administratif, technologique et logistique au ministère de la Santé, des Aînés et des Soins de longue durée et au ministère du Logement, de la Lutte contre les dépendances et de la Lutte contre l'itinérance.		
		<i>Infrastructure</i> : fournit des conseils et des recommandations afin d'harmoniser les investissements dans l'infrastructure de santé avec les priorités et les besoins en matière de santé dans la province. Produit des rapports exhaustifs sur l'état d'avancement du programme global d'immobilisations pour assurer la reddition de comptes et la transparence. Établit des politiques et des lignes directrices visant à améliorer l'infrastructure afin d'assurer la prestation durable et efficace de services de soins de santé partout dans la province.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	516	513
		2) Autres dépenses	40	40
		Sous-total a)	556	553
	b)	Programme de science des données		
		1) Salaires et avantages sociaux	599	561
		2) Autres dépenses	61	61
		Sous-total b)	660	622

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	c)	Services du ministère		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 400	2 441
		2) Autres dépenses	339	339
		Sous-total c)	2 739	2 780
	d)	Infrastructure		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 171	1 171
		2) Autres dépenses	3 178	3 178
		Sous-total d)	4 349	4 349
21.8	8.	Financement des offices de la santé.	5 638 298	4 793 350
		<i>Soins de courte durée — Financement des organismes de prestation de services</i> : finance les offices de la santé, Action cancer Manitoba et Soins communs pour la prestation de services dans les milieux de soins de courte durée. Le financement du secteur des soins de courte durée comprend le financement de fonctionnement lié à la rémunération, aux fournitures et aux médicaments requis pour exploiter des établissements ou exécuter des programmes de soins de courte durée.		
		<i>Soins de longue durée — Financement des organismes de prestation de services</i> : finance les offices de la santé pour la prestation de services aux foyers de soins personnels autorisés dans la province. Le financement du secteur des soins de longue durée comprend le financement de fonctionnement lié à la rémunération, aux fournitures et aux médicaments requis pour exploiter des établissements de soins de longue durée.		
		<i>Soins à domicile — Financement des organismes de prestation de services</i> : finance les offices de la santé pour la prestation des soins à domicile et des services connexes requis pour améliorer les soins aux patients à la maison. Le financement du secteur des soins à domicile comprend essentiellement le financement de la rémunération et du coût des fournitures.		
		<i>Services communautaires de santé — Financement des organismes de prestation de services</i> : finance les offices de la santé et Soins communs pour la prestation de services par l'intermédiaire des organismes communautaires de santé.		
		<i>Services d'intervention et de transport d'urgence — Financement des organismes de prestation de services</i> : finance Soins communs pour la prestation des Services d'intervention d'urgence à l'échelle de la province, et finance les offices de la santé pour la prestation du Programme de transport des malades du Nord.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	a)	Soins de courte durée — Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	12 045	10 036
	2)	Subventions	3 626 293	3 053 190
		Sous-total a)	3 638 338	3 063 226
	b)	Soins de longue durée — Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	161	161
	2)	Subventions	910 769	761 486
		Sous-total b)	910 930	761 647
	c)	Soins à domicile — Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Subventions	521 307	434 001
	d)	Services communautaires de santé — Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	2 289	2 289
	2)	Subventions	299 090	297 890
		Sous-total d)	301 379	300 179
	e)	Services d'intervention et de transport d'urgence — Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	18 320	14 249
	2)	Subventions	248 024	220 048
		Sous-total e)	266 344	234 297

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
21.9	9.	Services de santé provinciaux Programmes et services de santé à l'échelle provinciale, y compris les services hors province, les services de transfusion sanguine, les hôpitaux fédéraux, les programmes de services connexes, les initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs, le Manitoba Learning Health System Network, et les agents immunisants, produits biologiques et médicaments. <i>Services hors province</i> : couvre les coûts des services hospitaliers assurés requis par les Manitobains qui sont hors de la province temporairement. Ce poste satisfait aux exigences de transférabilité de la Loi canadienne sur la santé. <i>Services de transfusion sanguine</i> : supervise et informe l'orientation stratégique, le financement, la planification et le soutien de la coordination interprovinciale concernant l'utilisation de produits sanguins, l'offre d'organes et de tissus et les dépenses connexes du Manitoba afin que la population bénéficie d'un accès sécuritaire, fiable et durable aux produits et aux services de transfusion et de greffe appropriés. <i>Hôpitaux fédéraux</i> : fournit du financement pour les services médicaux dispensés aux résidents du Manitoba non visés par un traité aux hôpitaux fédéraux situés à Norway House et à Hodgson ainsi qu'aux 22 stations de soins infirmiers fédérales. <i>Programmes de services connexes</i> : fournit des appareils fonctionnels comme il est prescrit dans le Règlement sur l'assurance relative aux prothèses, aux orthèses et aux autres appareils médicaux de la Loi sur l'assurance-maladie. <i>Initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs</i> : met en place des initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs au Manitoba. <i>Manitoba Learning Health System Network</i> : soutient l'évaluation des politiques et la recherche sur les questions de santé prioritaires à l'échelle du ministère par l'intermédiaire du Centre manitobain des politiques en matière de santé, du George and Fay Yee Centre for Healthcare Innovation, du Manitoba Training Program for Health Services Research et de Translating Research in Elder Care. <i>Agents immunisants, produits biologiques et médicaments</i> : assure la sécurité de l'approvisionnement en vaccins et en médicaments par l'achat, le stockage et la distribution d'agents immunisants, de produits biologiques et de médicaments. <i>Gestion de projet</i> : offre du soutien aux projets liés à la transformation du système de santé. <i>Fonds de soutien à l'innovation dans le système de santé</i> : appuie les investissements prioritaires dans le système de santé financé et géré par le secteur public qui renforcent la capacité, à long terme, de répondre aux besoins de la population manitobaine en matière de services chirurgicaux et diagnostiques et de soins de santé primaires, et qui permettent de réduire les délais d'attente pour ces services.	345 157	304 014

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	a)	Services hors province		
	1)	Autres dépenses	60 224	60 224
	b)	Services de transfusion sanguine		
	1)	Autres dépenses	81 866	71 866
	c)	Hôpitaux fédéraux		
	1)	Autres dépenses	2 579	2 579
	d)	Programmes de services connexes		
	1)	Autres dépenses	31 231	31 231
	e)	Initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs		
	1)	Autres dépenses	5 016	5 016
	f)	Manitoba Learning Health System Network		
	1)	Autres dépenses	3 750	3 750
	g)	Agents immunisants, produits biologiques et médicaments		
	1)	Autres dépenses	71 897	37 737
	h)	Gestion de projets		
	1)	Autres dépenses	22 024	25 041
	i)	Fonds de soutien à l'innovation dans le système de santé		
	1)	Autres dépenses	66 570	66 570

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
21.10	10.	Services médicaux	2 039 596	1 844 491
		<p>Paiement aux résidents du Manitoba ou en leur nom pour les services assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les médecins (y compris les médecins hors province), les optométristes, les chiropraticiens, les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale et les dentistes, ainsi que le paiement des services non payés à l'acte aux médecins. Soutien à la formation, au recrutement et au maintien de médecins au moyen de programmes de recrutement et de maintien de médecins au Manitoba.</p> <p><i>Paiement à l'acte</i> : couvre les services en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les médecins.</p> <p><i>Autres modes de financement</i> : couvre le paiement des services non payés à l'acte aux médecins, aux assistants médicaux et aux auxiliaires médicaux.</p> <p><i>Autres services professionnels</i> : couvre les services assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les optométristes, les chiropraticiens, les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale et les dentistes.</p> <p><i>Médecins hors province</i> : couvre les services assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les médecins, ainsi que le paiement des services non payés à l'acte aux médecins pour les services requis par les Manitobains qui sont hors de la province temporairement.</p> <p><i>Programme de recrutement de médecins et de maintien des effectifs</i> : soutien aux programmes de recrutement et de maintien de médecins aux fins de formation, de recrutement et de maintien de médecins, particulièrement dans les régions rurales et le nord du Manitoba.</p>		
	a)	Paiement à l'acte		
	1)	Autres dépenses	1 265 640	1 115 711
	b)	Autres modes de financement		
	1)	Autres dépenses	663 172	632 658
	c)	Autres services professionnels		
	1)	Autres dépenses	30 106	30 106
	d)	Médecins hors province		
	1)	Autres dépenses	33 044	33 044
	e)	Programme de recrutement de médecins et de maintien des effectifs		
	1)	Autres dépenses	47 634	32 972

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
21.11	11.	Régime d'assurance-médicaments.....	466 088	450 099
		Finance les prestations pharmaceutiques conformément à la Loi sur l'aide à l'achat de médicaments sur ordonnance et aux règlements qui s'y rattachent et à la Loi sur les pharmacies et aux règlements qui s'y rattachent pour protéger les résidents du Manitoba des difficultés financières résultant de l'achat de médicaments sur ordonnance admissibles. Y sont englobées les prestations pharmaceutiques versées en vertu du Programme des services de santé du ministère des Familles aux bénéficiaires de l'aide sociale.		
	a)	Programmes de médicaments		
	1)	Autres dépenses	544 780	528 791
	b)	Dépenses en médicaments engagées par le ministère des Familles		
	1)	Autres dépenses	(78 692)	(78 692)
21.12	12.	Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables.....	238 510	207 890
		Financement accordé aux offices de la santé, à Action cancer Manitoba et à Soins communs à des fins de remboursement du principal d'emprunts approuvés, d'achat de matériel, d'autres dépenses en immobilisations et d'intérêts.		
	a)	Remboursement du principal		
	1)	Subventions	133 317	127 317
	b)	Achat et remplacement de matériel		
	1)	Subventions	18 783	18 163
	c)	Autres dépenses en immobilisations		
	1)	Subventions	7 700	7 700
	d)	Intérêts		
	1)	Subventions	78 710	54 710

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
D.N.V.	13.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	289	299
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	289	299
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
21.13	21.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables.	550 000	524 954
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé	550 000	524 954

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Finances et services ministériels	6 857	10,1	6 230
2. Santé mentale et lutte contre les dépendances	44 250	2,6	43 131
3. Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	280 106	18,5	236 459
4. Médecins — Psychiatrie	88 251	5,2	83 881
5. Financement des offices de la santé	313 681	2,6	305 753
6. Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables	820	-	820
Total de la Partie A — Fonctionnement	733 965	8,5	676 274
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	733 145	8,5	675 454
Subventions en capital	820	-	820
Total des crédits à voter	733 965	8,5	676 274
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	733 965	8,5	676 274
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	15 000	-	15 000
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	78 000	0,2	77 871

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			673 209
Transfert venant de :			
- Justice			4 000
- Prestation des services publics			120
Transfert allant à :			
- Santé, Aînés et Soins de longue durée			(644)
- Prestation des services publics			(411)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>676 274</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite				
Partie A — Fonctionnement				
24.1	1.	Finances et services ministériels	6 857	6 230
		<i>Services financiers</i> : services financiers, haute direction, planification, obligation redditionnelle des organismes, y compris l'examen du budget et le contrôle financier, et soutien administratif du ministère.		
		<i>Services ministériels</i> : coordonne les dispositions législatives, fournit des rapports et d'autres documents d'information à la haute direction et au personnel de soutien, et assure la reddition de comptes et l'évaluation de la performance, la gestion des programmes ainsi que la mise en œuvre des politiques, des programmes et des améliorations de service.		
		<i>Priorités stratégiques et soutien au Comité du Cabinet chargé de la santé des enfants</i> : offre une direction stratégique, de l'orientation et de la supervision pour les activités ministérielles, ainsi que des services de secrétariat au Comité du Cabinet chargé de la santé des enfants.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	910	906
		2) Autres dépenses	80	80
		Sous-total b)	990	986
	c)	Services financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	870	772
		2) Autres dépenses	35	35
		Sous-total c)	905	807
	d)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 284	2 966
		2) Autres dépenses	195	195
		Sous-total d)	3 479	3 161
	e)	Priorités stratégiques et soutien au Comité du Cabinet chargé de la santé des enfants		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 365	1 159
		2) Autres dépenses	70	70
		Sous-total e)	1 435	1 229

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite				
24.2	2.	Santé mentale et lutte contre les dépendances	44 250	43 131
		Établissement d'une orientation stratégique, de politiques, de lignes directrices, de normes, de dispositions législatives et de mesures de surveillance en matière de santé mentale, de lutte contre les dépendances et de rétablissement pour les organismes de prestation de services et les organismes communautaires subventionnés. Leadership stratégique à l'appui des objectifs et des priorités du ministère.		
		<i>Traitement et rétablissement en santé mentale et en dépendances</i> : fournit du leadership stratégique dans l'élaboration de politiques provinciales et la planification de services et de systèmes ainsi que des conseils en ce qui concerne le traitement et les soins continus dans le domaine de la santé mentale et de la lutte contre les dépendances. La Direction travaille avec des organismes de prestation de services et des partenaires communautaires au renforcement des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances à l'échelle de la province.		
		<i>Promotion de la santé mentale et réduction des méfaits</i> : assure le leadership stratégique aux fins de planification du système provincial et d'élaboration des politiques dans les domaines de la promotion de la santé mentale, de la réduction des méfaits et des interventions précoces chez les enfants et les jeunes. La Direction travaille avec des organismes de prestation de services et des partenaires communautaires à l'amélioration des services de santé mentale et de réduction des méfaits à l'échelle de la province.		
		<i>Bureau du psychiatre en chef de la Province</i> : conseils de spécialistes en psychiatrie sur toutes les questions concernant la pratique de la profession et l'élaboration des politiques, des programmes et des dispositions législatives en matière de santé mentale. Le psychiatre en chef de la Province est également responsable de l'application de la Loi sur la santé mentale du Manitoba.		
		<i>Commission d'examen des questions liées à la santé mentale</i> : à titre d'organisme quasi judiciaire indépendant, entend les appels quant à l'admission ou au traitement d'un patient d'un établissement psychiatrique et entreprend des examens automatiques de tous les patients en cure obligatoire de longue durée et les patients en congé prolongé.		
	a)	Traitement et rétablissement en santé mentale et en dépendances		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 107	1 996
		2) Autres dépenses	23 944	24 049
		3) Subventions	55	55
		Sous-total a)	26 106	26 100
	b)	Promotion de la santé mentale et réduction des méfaits		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 244	1 075
		2) Autres dépenses	15 172	14 191
		Sous-total b)	16 416	15 266

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite				
	c)	Bureau du psychiatre en chef de la Province		
		1) Salaires et avantages sociaux	776	802
		2) Autres dépenses	635	635
		Sous-total c)	1 411	1 437
	d)	Commission d'examen des questions liées à la santé mentale		
		1) Salaires et avantages sociaux	209	220
		2) Autres dépenses	108	108
		Sous-total d)	317	328
24.3	3.	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	280 106	236 459
		Administration des logements sociaux et des programmes de financement à l'intention des particuliers et des organismes afin de répondre aux besoins en matière de logement des collectivités et de lutter contre l'itinérance chronique dans la province.		
	a)	Logement		
		1) Salaires et avantages sociaux	37 856	32 874
		2) Autres dépenses	3 323	3 250
		3) Subventions	193 148	171 387
		Sous-total a)	234 327	207 511
	b)	Lutte contre l'itinérance		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 224	708
		2) Autres dépenses	27 455	26 940
		3) Subventions	17 100	1 300
		Sous-total b)	45 779	28 948
24.4	4.	Médecins — Psychiatrie	88 251	83 881
		Couvre les services de psychiatrie assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les demandes de paiements à l'acte présentées par les médecins, ainsi que le paiement de services non rémunérés à l'acte aux médecins, aux auxiliaires médicaux et aux assistants médicaux pour la prestation de services de psychiatrie et de santé mentale.		
	a)	Paiement à l'acte		
		1) Autres dépenses	42 482	40 744
	b)	Autres modes de financement		
		1) Autres dépenses	45 769	43 137

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite				
24.5	5.	Financement des offices de la santé.....	313 681	305 753
		Financement des offices de la santé et de Soins communs pour qu'ils offrent des services de santé mentale et de rétablissement, des services de psychiatrie par un médecin et des programmes de promotion du mieux-être et de la santé.		
		<i>Services de santé mentale et de lutte contre les dépendances</i> : fournit du financement aux offices de la santé et à Soins communs pour la prestation de services de santé mentale, notamment du financement pour offrir des services spécialisés en milieu hospitalier de soins de santé mentale, de traitement des lésions cérébrales acquises et de réadaptation aux résidents du Manitoba dont les besoins complexes ne peuvent être comblés ailleurs dans le système provincial de soins de santé.		
		Financement des offices de la santé et de Soins communs pour la prestation à la population manitobaine d'une gamme de services de lutte contre les dépendances axés sur le client, comprenant l'éducation du public, le traitement en établissement et dans la collectivité, et le suivi dans les collectivités de toute la province.		
		<i>Promotion de la santé mentale et réduction des méfaits</i> : fournit du financement aux offices de la santé et à Soins communs pour qu'ils offrent des programmes de promotion de la santé mentale, de prévention du suicide et de réduction des méfaits.		
	a)	Services de santé mentale et de lutte contre les dépendances		
	1)	Subventions	299 420	291 492
	b)	Promotion de la santé mentale et réduction des méfaits		
	1)	Subventions	14 261	14 261
24.6	6.	Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables.....	820	820
		Financement accordé aux offices de la santé à des fins de remboursement du principal d'emprunts approuvés et d'intérêts.		
	a)	Remboursement du principal		
	1)	Subventions	570	570
	b)	Intérêts		
	1)	Subventions	250	250

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite				
Partie C — Prêts et garanties				
24.7	24.	Programmes de prêts et de garanties	15 000	15 000
		Autorisation des dépenses non budgétaires visant les besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation et le financement pour l'élaboration de propositions.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba		
		1) Financement hypothécaire pour les organismes sans but lucratif	5 000	5 000
		2) Programme de garanties de prêts	9 000	10 000
		3) Fonds pour l'élaboration de propositions	1 000	-
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
24.8	24.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables.	78 000	77 871
		Acquisition, développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, y compris les parcs de logements et l'aménagement des terres appartenant à la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba		
		1) Infrastructure	75 000	74 871
		2) Fonds d'appui aux projets fonciers	3 000	3 000

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	1 189	175,9	431
2. Solutions numériques et technologiques	63 841	(13,7)	73 968
3. Cybersécurité	2 860	6,2	2 694
4. Programme de modernisation des systèmes de planification des ressources organisationnelles	65 200	86,3	35 000
5. Service des communications de la sécurité publique	22 473	0,2	22 419
6. Innovation	11 065	-	955
Sous-total	166 628	23,0	135 467
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
7. Coûts liés aux immobilisations	10 828	-	10 828
Total de la Partie A — Fonctionnement	177 456	21,3	146 295
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	166 628	23,0	135 467
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	166 628	23,0	135 467
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	10 828	-	10 828
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	177 456	21,3	146 295
Partie B — Investissements en immobilisations			
18. Immobilisations			
Actif général	5 200	23,8	4 200
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	5 200	23,8	4 200

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			-
Transfert venant de :			
- Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois			330
- Prestation des services publics			111 134
- Crédits d'autorisation			35 431
Transfert allant à :			
- Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois			(80)
- Prestation des services publics			(520)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>146 295</u>
Partie B — Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			-
Transfert venant de :			
- Prestation des services publics			4 200
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>4 200</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18), suite				
Partie A — Fonctionnement				
18.1	1.	Administration et finances	1 189	431
		Haute direction, planification et soutien administratif pour le ministère, y compris l'établissement de politiques et de directives pour les programmes.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	18
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 104	376
		2) Autres dépenses	37	37
		Sous-total b)	1 141	413
18.2	2.	Solutions numériques et technologiques	63 841	73 968
		Organisme central assumant la responsabilité générale des stratégies, des politiques et de la prestation de services ayant trait aux technologies numériques et de l'information pour le gouvernement du Manitoba.		
	a)	Technologies de l'information et des communications du gouvernement		
		1) Salaires et avantages sociaux	17 634	16 972
		2) Autres dépenses	135 438	136 007
		Sous-total avant les sommes récupérées	153 072	152 979
		3) Salaires et avantages sociaux	(670)	(670)
		4) Autres dépenses	(88 561)	(78 341)
		Total des sommes récupérées	(89 231)	(79 011)
		Sous-total a)	63 841	73 968
	b)	Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba	-	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18), suite				
18.3	3.	Cybersécurité	2 860	2 694
		Dirige les efforts de protection des données et des systèmes du Manitoba, assure l'avancement des opérations de sécurité des services de conseil en matière de risque et de sécurité de l'information, supervise la gestion de la conformité, et met en œuvre des mesures de réduction des risques et des contrôles de sécurité.		
	a)	Cybersécurité		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 160	994
		2) Autres dépenses	1 700	1 700
		Sous-total a)	2 860	2 694
18.4	4.	Programme de modernisation des systèmes de planification des ressources organisationnelles	65 200	35 000
		Soutien au Manitoba et à d'autres entités comptables désignées, y compris dans le secteur de la santé, pour la transition vers une solution nuagique de planification des ressources organisationnelles, notamment SAP S4HANA.		
	a)	Programme de modernisation des systèmes de planification des ressources organisationnelles		
		1) Salaires et avantages sociaux	-	-
		2) Autres dépenses	65 200	35 000
		Sous-total a)	65 200	35 000
18.5	5.	Service des communications de la sécurité publique	22 473	22 419
		Prestation de services de radiocommunication modernes qui aident les organismes manitobains de sécurité publique et de service public à répondre aux urgences de façon efficace, sûre, fiable et coordonnée.		
	a)	Service des communications de la sécurité publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	235	181
		2) Autres dépenses	22 238	22 238
		Sous-total a)	22 473	22 419

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18), suite				
18.6	6.	Innovation	11 065	955
		Soutien aux entreprises pour accéder à une technologie de pointe et en tirer pleinement parti afin de créer une culture de collaboration et de créativité.		
	a)	Innovation		
		1) Salaires et avantages sociaux	969	859
		2) Autres dépenses	10 096	96
		Sous-total a)	11 065	955
D.N.V.	7.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	10 828	10 828
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	10 828	10 828
Partie B — Investissements en immobilisations				
18.7	18.	Immobilisations	5 200	4 200
		Acquisition de matériel et de biens corporels pour le développement ou la mise à niveau des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Actif général		
		1) Projets de technologies de l'information	5 200	4 200

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
JUSTICE (4)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Services stratégiques et ministériels	66 921	2,2	65 486
2. Droit de la Couronne	73 322	19,8	61 203
3. Conseiller législatif	4 655	21,8	3 823
4. Services correctionnels.....	271 339	12,7	240 659
5. Tribunaux	89 178	8,1	82 523
6. Sécurité publique	354 534	6,5	332 829
Sous-total	859 949	9,3	786 523
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
7. Coûts liés aux immobilisations	2 704	(12,8)	3 100
Total de la Partie A — Fonctionnement	862 653	9,2	789 623
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	859 949	9,3	786 523
Subventions en capital.....	-	-	-
Total des crédits à voter	859 949	9,3	786 523
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	2 704	(12,8)	3 100
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	862 653	9,2	789 623
Partie B — Investissements en immobilisations			
4. Immobilisations			
Actif général	2 667	0,3	2 660
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	2 667	0,3	2 660
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	-	-	-

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
JUSTICE (4), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			794 512
Transfert allant à :			
- Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance			(4 000)
- Prestation des services publics			(889)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>789 623</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
Partie A — Fonctionnement				
4.1	1.	Services stratégiques et ministériels.	66 921	65 486
		Haute direction, orientation de la politique et coordination des programmes du ministère. Leadership et soutien dans les domaines suivants : planification financière; services financiers, comptables et budgétaires centralisés; gestion des documents; protection de la vie privée et divulgation proactive; services aux Autochtones; développement des technologies de l'information et services informatiques. Promotion des initiatives stratégiques d'innovation et détermination des résultats pour les programmes ministériels. Protection des droits des personnes qui ne peuvent se permettre d'avoir recours aux services d'un avocat. Enquête sur toute mort subite, violente ou inexplicée.		
	a)	Traitement du ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 053	910
	2)	Autres dépenses	84	84
		Sous-total b)	1 137	994
	c)	Services financiers et administratifs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	4 968	4 125
	2)	Autres dépenses	6 416	6 016
		Sous-total avant les sommes récupérées	11 384	10 141
	3)	Autres dépenses	(400)	-
		Total des sommes récupérées	(400)	-
		Sous-total c)	10 984	10 141
	d)	Systèmes d'information		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 708	1 433
	2)	Autres dépenses	10 722	10 722
		Sous-total d)	12 430	12 155
	e)	Société d'aide juridique du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	17 658	17 658
	2)	Autres dépenses	18 981	18 981
		Sous-total e)	36 639	36 639
	f)	Bureau du médecin légiste en chef		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 927	1 754
	2)	Autres dépenses	3 756	3 756
		Sous-total f)	5 683	5 510

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.2	2.	Droit de la Couronne.	73 322	61 203
		Administration de la justice criminelle au Manitoba. Poursuite des auteurs d'infraction en conformité avec les lois provinciales, le Code criminel du Canada et d'autres lois fédérales; services juridiques spécialisés, élaboration et analyse de politiques, et programmes qui protègent les droits des Manitobains; conseils au gouvernement sur la modernisation et l'amélioration des lois manitobaines; avis et services juridiques à tous les ministères et organismes gouvernementaux sur des questions de droit civil, familial et constitutionnel.		
	a)	Service des poursuites du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	48 893	39 858
		2) Autres dépenses	3 956	3 956
		3) Subventions	15	15
		Sous-total a)	52 864	43 829
	b)	Élaboration et analyse du droit de la Couronne		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 373	1 140
		2) Autres dépenses	130	130
		Sous-total b)	1 503	1 270
	c)	Services juridiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	16 128	13 522
		2) Autres dépenses	762	762
		3) Subventions	95	95
		Sous-total avant les sommes récupérées	16 985	14 379
		4) Autres dépenses	(486)	(486)
		Total des sommes récupérées	(486)	(486)
		Sous-total c)	16 499	13 893
	d)	Commission des droits de la personne du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 274	2 029
		2) Autres dépenses	182	182
		Sous-total d)	2 456	2 211

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.3	3.	Conseiller législatif.....	4 655	3 823
		Services de rédaction des projets de loi et des règlements pour tous les ministères et les organismes gouvernementaux et offre d'avis juridiques connexes; services de traduction législative et parlementaire pour le gouvernement et l'Assemblée législative; fonction de conseiller juridique de l'Assemblée législative; soutien à la Commission d'examen des textes législatifs et réglementaires; préparation des projets de loi ainsi que des lois et des règlements promulgués en vue de leur impression; exploitation et publication du site Web Législation manitobaine, une source officielle des lois du Manitoba.		
	a)	Conseiller législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 121	3 289
		2) Autres dépenses	534	534
		Sous-total a)	4 655	3 823
4.4	4.	Services correctionnels.....	271 339	240 659
		Promotion de la sécurité publique au moyen de services et de programmes correctionnels; prise en charge, supervision et surveillance des jeunes contrevenants et des contrevenants adultes condamnés à une incarcération ou qui demeurent en détention attendant une décision du tribunal; services et programmes correctionnels communautaires; recrutement et formation du personnel des services correctionnels; programmes de justice communautaire et de justice autochtone, notamment la justice réparatrice.		
	a)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 676	2 378
		2) Autres dépenses	8 292	4 370
		3) Subventions	73	73
		Sous-total a)	11 041	6 821
	b)	Services correctionnels en milieu de détention		
		1) Salaires et avantages sociaux	203 123	179 983
		2) Autres dépenses	24 739	24 261
		Sous-total b)	227 862	204 244
	c)	Services correctionnels dans la communauté		
		1) Salaires et avantages sociaux	27 451	24 609
		2) Autres dépenses	2 708	2 708
		3) Subventions	2 277	2 277
		Sous-total c)	32 436	29 594

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.5	5.	Tribunaux.....	89 178	82 523
		Prestation efficace et efficiente de services administratifs aux trois échelons du système judiciaire au Manitoba : la Cour d'appel, la Cour du Banc du Roi et la Cour provinciale, de même qu'à d'autres services d'accès à la justice et de soutien judiciaire dont le Programme d'exécution des ordonnances alimentaires, le Programme de recouvrement des amendes, le Programme de dédommagement, le Programme des travailleurs autochtones auprès des tribunaux, la commission d'examen et le Registre des véhicules mis en fourrière. Promotion de la Stratégie relative à la justice familiale par l'entremise du Service de règlement des litiges familiaux; prestation des services autorisés par la Direction des services aux victimes, en soutien aux victimes d'actes criminels, aux victimes de violence familiale et aux enfants victimes.		
	a)	Services administratifs, stratégiques et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 082	3 155
		2) Autres dépenses	1 568	1 568
		Sous-total a)	5 650	4 723
	b)	Administration des tribunaux du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	14 827	12 758
		2) Autres dépenses	1 856	1 981
		Sous-total b)	16 683	14 739
	c)	Services judiciaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	28 629	27 378
		2) Autres dépenses	1 882	1 888
		3) Subventions	53	47
		Sous-total c)	30 564	29 313
	d)	Bureau du shérif		
		1) Salaires et avantages sociaux	11 424	10 516
		2) Autres dépenses	1 660	1 660
		Sous-total d)	13 084	12 176
	e)	Service de règlement des litiges familiaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 507	5 777
		2) Autres dépenses	1 759	2 079
		Sous-total e)	8 266	7 856

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	f)	Services aux victimes		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 304	6 365
		2) Autres dépenses	6 496	6 220
		3) Subventions	1 131	1 131
		Sous-total f)	14 931	13 716
4.6	6.	Sécurité publique	354 534	332 829
		Gestion des ententes provinciales de maintien de l'ordre négociées avec le gouvernement fédéral et d'autres parties; conseils au gouvernement sur la prestation de services de maintien de l'ordre; supervision et coordination des activités de la GRC, des corps de police municipaux, des enquêteurs privés, des gardiens de sécurité et des agents de police spéciaux; enquête sur les plaintes et les incidents graves impliquant des agents de police au Manitoba; coordination et mise en œuvre de politiques et de programmes de prévention du crime fondés sur des données probantes; services de sécurité aux ministères et aux organismes gouvernementaux; confiscation et disposition des biens obtenus ou utilisés criminellement; prestation de services stratégiques, opérationnels et tactiques aux organismes chargés de l'application de la loi, aux organismes de sécurité publique et au gouvernement.		
	a)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	685	582
		2) Autres dépenses	56	56
		Sous-total a)	741	638
	b)	Services de police de la province		
		1) Salaires et avantages sociaux	964	893
		2) Autres dépenses	318 233	298 249
		3) Subventions	110	110
		Sous-total b)	319 307	299 252
	c)	Financement bilatéral des services de maintien de l'ordre et de la sécurité publique		
		1) Autres dépenses	4 621	4 853
	d)	Services de maintien de l'ordre et sécurité publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 294	3 005
		2) Autres dépenses	921	921
		Sous-total d)	4 215	3 926

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	e)	Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi		
		1) Salaires et avantages sociaux	474	409
		2) Autres dépenses	36	36
		Sous-total e)	510	445
	f)	Commission de police du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	100	92
		2) Autres dépenses	116	116
		Sous-total f)	216	208
	g)	Unité d'enquête indépendante		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 240	2 141
		2) Autres dépenses	734	734
		Sous-total g)	2 974	2 875
	h)	Prévention du crime		
		1) Salaires et avantages sociaux	559	461
		2) Autres dépenses	1 533	1 533
		3) Subventions	4 820	4 820
		Sous-total h)	6 912	6 814
	i)	Direction de la sécurité		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 145	6 467
		2) Autres dépenses	863	863
		Sous-total avant les sommes récupérées	8 008	7 330
		3) Autres dépenses	(1 475)	(1 475)
		Total des sommes récupérées	(1 475)	(1 475)
		Sous-total i)	6 533	5 855
	j)	Direction manitobaine du renseignement		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 070	2 691
		2) Autres dépenses	3 975	3 975
		Sous-total j)	7 045	6 666
	k)	Unité de confiscation des biens obtenus ou utilisés criminellement		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 040	877
		2) Autres dépenses	420	420
		Sous-total k)	1 460	1 297

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
D.N.V.	7.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	2 704	3 100
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	2 704	3 100
Partie B — Investissements en immobilisations				
4.7	4.	Immobilisations	2 667	2 660
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	2 667	2 660
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
4.8	4.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables	-	-
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Société d'assurance publique du Manitoba	49 400	62 354
	b)	Moins : Autofinancement par la Société d'assurance publique du Manitoba	(49 400)	(62 354)

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration	1 452	9,8	1 323
2. Travail	25 637	22,7	20 890
3. Immigration	12 063	15,3	10 464
Total de la Partie A — Fonctionnement	39 152	19,8	32 677
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	39 152	19,8	32 677
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	39 152	19,8	32 677
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	39 152	19,8	32 677

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			32 951
Transfert allant à :			
- Prestation des services publics			<u>(274)</u>
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u><u>32 677</u></u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
Partie A — Fonctionnement				
11.1	1.	Administration	1 452	1 323
		Direction et coordination à l'échelle du ministère dans les domaines suivants : élaboration de politiques, planification stratégique et analyse des données dans le but d'aider le ministère et les organismes connexes à réaliser leurs mandats, notamment la Commission manitobaine des pensions.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	830	697
		2) Autres dépenses	94	100
		Sous-total b)	924	797
	c)	Commission des pensions		
		1) Salaires et avantages sociaux	370	369
		2) Autres dépenses	110	110
		Sous-total c)	480	479
11.2	2.	Travail	25 637	20 890
		Protège les particuliers et les organismes en fournissant des programmes et des services dans des domaines tels que la sécurité et l'hygiène du travail, les normes d'emploi et la sécurité publique. Veille à l'application d'un éventail de lois, de règlements et de lignes directrices, notamment en matière de sécurité et d'hygiène du travail, de normes d'emploi, de recrutement du personnel, de relations de travail et de sécurité des bâtiments. Établit des normes de sécurité pour le matériel technique, comme les ascenseurs, l'équipement fonctionnant au gaz et les appareils sous pression et à vapeur.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	256	255
		2) Autres dépenses	20	20
		Sous-total a)	276	275
	b)	Sécurité et hygiène du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 246	6 337
		2) Autres dépenses	1 851	1 611
		Sous-total b)	9 097	7 948

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
	c)	Commission du travail du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 701	1 395
	2)	Autres dépenses	217	190
		Sous-total c)	1 918	1 585
	d)	Direction des normes d'emploi		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 051	2 957
	2)	Autres dépenses	334	355
		Sous-total d)	3 385	3 312
	e)	Bureau des conseillers		
	1)	Salaires et avantages sociaux	732	670
	2)	Autres dépenses	58	62
		Sous-total e)	790	732
	f)	Inspection et services techniques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	5 176	4 914
	2)	Autres dépenses	4 136	1 461
		Sous-total f)	9 312	6 375
	g)	Élaboration de la législation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	813	614
	2)	Autres dépenses	46	49
		Sous-total g)	859	663

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
11.3	3.	Immigration	12 063	10 464
		Coordination, avec d'autres ordres de gouvernement et des intervenants locaux, de l'administration des programmes d'immigration économique, d'établissement et d'intégration axés sur les besoins des employeurs et des collectivités de la province en matière de compétences et de talents, afin de combler les lacunes qui ne peuvent l'être à l'échelle nationale et de promouvoir le développement et la croissance économiques. Collaboration avec 31 professions autoréglementées par l'entremise du Bureau des pratiques d'inscription équitables afin de réduire les obstacles à l'obtention du permis d'exercice.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	328	327
		2) Autres dépenses	20	20
		Sous-total a)	348	347
	b)	Immigration		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 187	4 112
		2) Autres dépenses	1 252	747
		3) Aide financière	7 830	7 830
		Sous-total avant les sommes récupérées	14 269	12 689
		4) Aide financière	(3 080)	(3 080)
		Total des sommes récupérées	(3 080)	(3 080)
		Sous-total b)	11 189	9 609
	c)	Bureau des pratiques d'inscription équitables		
		1) Salaires et avantages sociaux	479	458
		2) Autres dépenses	47	50
		Sous-total c)	526	508

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	16 305	10,6	14 742
2. Aménagement et développement communautaires.....	5 687	4,3	5 454
3. Services de soutien aux municipalités et au Nord.....	26 707	11,1	24 034
4. Financement communautaire.....	694 140	3,6	670 021
Sous-total	742 839	4,0	714 251
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations.....	11 190	49,4	7 490
Total de la Partie A — Fonctionnement	754 029	4,5	721 741
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	571 342	5,3	542 754
Subventions en capital.....	171 497	-	171 497
Total des crédits à voter	742 839	4,0	714 251
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	11 190	49,4	7 490
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	754 029	4,5	721 741
Partie B — Investissements en immobilisations			
13. Immobilisations			
Actif général.....	1 512	1,8	1 485
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	1 512	1,8	1 485
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	104 200	7,1	97 284
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	50 000	38,1	36 200

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			482 991
Transfert venant de :			
- Santé, Aînés et Soins de longue durée			131
- Prestation des services publics			233 723
- Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme			5 504
- Crédits d'autorisation			9
Transfert allant à :			
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			(135)
- Prestation des services publics			(482)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>721 741</u>
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			-
Transfert venant de :			
- Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme			<u>36 200</u>
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>36 200</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13), suite				
Partie A — Fonctionnement				
13.1	1.	Administration et finances	16 305	14 742
		Haute direction, planification et orientation des politiques et des programmes du ministère ainsi que supervision de leur mise en œuvre. Contrôle financier et service de gestion centralisé, y compris les services financiers et administratifs, et la supervision du budget.		
		Conformément aux dispositions législatives, traitement, examen, audition et décision relativement aux emprunts, à l'évaluation, à l'aménagement et à d'autres questions municipales. Le personnel administratif de la Commission municipale fournit aussi des services administratifs à la Commission de l'évaluation foncière et à la Commission d'appel de l'aide aux sinistrés.		
		Soutien au ministère au moyen de services de consultation et d'analyse stratégique, ainsi que de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes dans les domaines suivants : financement municipal, développement communautaire, relations stratégiques avec les intervenants, services ministériels et harmonisation, autres initiatives ministérielles et gouvernementales.		
		Gestion des négociations et de la mise en œuvre des ententes multilatérales de financement et des partenariats conclus avec le gouvernement fédéral et les municipalités.		
		Assure le fonctionnement du Secrétariat aux affaires francophones.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	32
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 071	966
		2) Autres dépenses	105	105
		Sous-total b)	1 176	1 071
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 227	1 106
		2) Autres dépenses	181	181
		Sous-total c)	1 408	1 287
	d)	Commission municipale		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 299	1 177
		2) Autres dépenses	147	147
		Sous-total d)	1 446	1 324

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13), suite				
	e)	Résultats et politique stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 536	4 030
		2) Autres dépenses	674	1 494
		Sous-total e)	5 210	5 524
	f)	Secrétariat aux affaires francophones		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 238	2 622
		2) Autres dépenses	2 212	1 512
		3) Subventions	1 597	1 400
		Sous-total avant les sommes récupérées	7 047	5 534
		4) Autres dépenses	(30)	(30)
		Total des sommes récupérées	(30)	(30)
		Sous-total f)	7 017	5 504
13.2	2.	Aménagement et développement communautaires.....	5 687	5 454
		Soutient le développement de collectivités saines et durables au moyen de l'aménagement du territoire. Guide les intervenants et les fait participer à l'élaboration des politiques et des lois qui régissent l'aménagement du territoire au Manitoba. Offre des services d'aménagement aux municipalités, aux districts d'aménagement, aux propriétaires fonciers et à l'ensemble de la population. Administre les approbations d'aménagement dans la circonscription spéciale d'aménagement de la zone intermodale et s'occupe de l'approbation des lotissements dans la plus grande partie du Manitoba, hors de Winnipeg et de Brandon.		
	a)	Aménagement communautaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 994	4 521
		2) Autres dépenses	693	933
		Sous-total a)	5 687	5 454

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13), suite				
13.3	3.	Services de soutien aux municipalités et au Nord	26 707	24 034
		Appui de la prestation efficace et efficiente des services des administrations locales et du cadre législatif pour les administrations municipales, au moyen de consultations menées auprès des collectivités concernées et d'autres partenaires. Appui des municipalités durables et responsables grâce à la fourniture de systèmes d'information ainsi que de conseils et d'orientations sur les pratiques de bonne gouvernance, telles que les comportements respectueux, les codes de conduite, la gestion des conflits d'intérêts, la transparence, l'accessibilité et la réactivité à l'égard du public. Prestation de services d'évaluation foncière pour toutes les autorités fiscales à l'exception de la Ville de Winnipeg.		
		Prestation de services municipaux, administratifs, financiers, techniques et de gouvernance aux collectivités relevant des Affaires du Nord désignées en vertu de la Loi sur les affaires du Nord.		
		Soutien de la capacité des collectivités en matière de prévention des incendies, de protection contre les incendies et d'intervention d'urgence, par l'entremise du Bureau du commissaire aux incendies et du Collège de formation des secouristes du Manitoba.		
	a)	Services consultatifs et de gouvernance aux municipalités		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 598	1 425
		2) Autres dépenses	194	194
		Sous-total a)	1 792	1 619
	b)	Services d'évaluation foncière		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 995	8 965
		2) Autres dépenses	1 205	1 175
		Sous-total avant les sommes récupérées	11 200	10 140
		3) Salaires et avantages sociaux	(2 255)	(2 255)
		4) Autres dépenses	(299)	(299)
		Total des sommes récupérées	(2 554)	(2 554)
		Sous-total b)	8 646	7 586
	c)	Systèmes d'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 682	1 481
		2) Autres dépenses	1 180	1 180
		Sous-total avant les sommes récupérées	2 862	2 661
		3) Salaires et avantages sociaux	(246)	(246)
		4) Autres dépenses	(248)	(248)
		Total des sommes récupérées	(494)	(494)
		Sous-total c)	2 368	2 167

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13), suite				
	d)	Affaires du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 211	3 759
		2) Autres dépenses	1 482	1 644
		Sous-total d)	5 693	5 403
	e)	Bureau du commissaire aux incendies		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 354	4 665
		2) Autres dépenses	2 494	2 234
		3) Subventions	360	360
		Sous-total e)	8 208	7 259
13.4	4.	Financement communautaire	694 140	670 021
		Financement pour appuyer la prestation de services communautaires et le renouvellement de l'infrastructure.		
	a)	Financement des municipalités et subventions connexes		
		1) Subventions	378 279	370 478
	b)	Fonds de croissance des recettes pour un Manitoba uni		
		1) Subventions	12 400	-
	c)	Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba		
		1) Subventions	24 000	24 000
	d)	Subventions aux municipalités en tenant lieu de taxes		
		1) Subventions	23 188	20 500
		Sous-total avant les sommes récupérées	23 188	20 500
		2) Subventions	(22 240)	(19 912)
		Total des sommes récupérées	(22 240)	(19 912)
		Sous-total d)	948	588
	e)	Aménagement communautaire		
		1) Subventions	31 934	29 634
		Sous-total avant les sommes récupérées	31 934	29 634
		2) Subventions	(3 790)	(3 790)
		Total des sommes récupérées	(3 790)	(3 790)
		Sous-total e)	28 144	25 844

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13), suite				
	f)	Financement des collectivités relevant des Affaires du Nord		
	1)	Subventions	15 126	14 903
	g)	Initiative d'alimentation saine dans le Nord		
	1)	Subventions	1 297	1 297
	h)	Ententes multilatérales de financement		
	1)	Subventions	233 946	232 911
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	11 190	7 490
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	6 390	5 690
	2)	Charge de désactualisation	4 800	1 800
Partie B — Investissements en immobilisations				
13.5	13.	Immobilisations	1 512	1 485
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	1 512	1 485
Partie C — Prêts et garanties				
13.6	13.	Programmes de prêts et de garanties	104 200	97 284
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires, afin de soutenir la réalisation de projets municipaux d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées.		
	a)	Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba	104 200	97 284
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
13.7	13.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables.	50 000	36 200
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Société manitobaine des alcools et des loteries	42 473	31 414
	b)	Société manitobaine des alcools et des loteries — Programme d'immobilisations des premières nations	7 527	4 786

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	7 510	18,6	6 334
2. Partenariats économiques avec les Autochtones.....	17 479	27,1	13 753
3. Gérance des ressources naturelles.....	33 984	15,6	29 410
4. Conservation et lutte contre les incendies échappés.....	78 716	3,8	75 835
Sous-total	137 689	9,9	125 332
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations.....	7 730	119,9	3 515
Total de la Partie A — Fonctionnement	145 419	12,9	128 847
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	137 689	9,9	125 332
Subventions en capital.....	-	-	-
Total des crédits à voter	137 689	9,9	125 332
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	7 365	133,8	3 150
Infrastructure.....	365	-	365
Total de la Partie A — Fonctionnement	145 419	12,9	128 847
Partie B — Investissements en immobilisations			
25. Immobilisations			
Actif général.....	5 754	24,5	4 620
Infrastructure.....	1 700	(43,8)	3 025
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	7 454	(2,5)	7 645
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	67 500	-	67 500

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			-
Transfert venant de :			
- Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois			115 457
- Environnement et Changement climatique			114
- Essor économique des peuples autochtones			14 009
- Relations avec les municipalités et le Nord			135
- Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme			485
- Crédits d'autorisation			422
Transfert allant à :			
- Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois			(105)
- Environnement et Changement climatique			(114)
- Prestation des services publics			(1 248)
- Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme			(308)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>128 847</u>
Partie B — Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			-
Transfert venant de :			
- Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois			7 645
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>7 645</u>
Partie C — Prêts et garanties			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			-
Transfert venant de :			
- Essor économique des peuples autochtones			67 500
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>67 500</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite				
Partie A — Fonctionnement				
25.1	1.	Administration et finances	7 510	6 334
		Haute direction, planification et orientation des politiques et des programmes du ministère, ainsi que supervision de leur mise en œuvre. Direction et coordination à l'échelle du ministère en ce qui a trait à la planification stratégique et à l'élaboration de politiques, et prestation de services financiers et de technologies de l'information dans le but d'aider le ministère et les organismes connexes. Contrôle financier et service de gestion centralisé, y compris les services financiers et administratifs, et la supervision du budget.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	33
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 173	435
		2) Autres dépenses	105	44
		Sous-total b)	1 278	479
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 277	2 066
		2) Autres dépenses	175	175
		Sous-total c)	2 452	2 241
	d)	Consultation et élaboration collaborative des politiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 224	2 073
		2) Autres dépenses	1 508	1 508
		Sous-total d)	3 732	3 581

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite				
25.2	2.	Partenariats économiques avec les Autochtones.....	17 479	13 753
		Soutien à l'inclusion complète des collectivités et des entreprises autochtones dans tous les aspects de l'économie manitobaine grâce à une collaboration fructueuse avec les Premières Nations, les Métis, les Inuits et les organismes partenaires dans le but de faire croître l'économie en élaborant des initiatives de participation et d'éducation économiques.		
		Coordination d'un processus constructif de mobilisation auprès des collectivités autochtones. Mise en œuvre cohérente des politiques de la Couronne en matière de consultation afin de respecter les obligations du Manitoba à cet égard lorsque les décisions du gouvernement peuvent avoir une incidence sur les droits des Autochtones ou les droits issus d'un traité.		
		Mise en œuvre des éléments territoriaux, financiers et coopératifs des accords de règlement signés avec les collectivités autochtones, notamment les droits fonciers issus de traités, les accords de règlement sur les répercussions des projets hydroélectriques, les consultations Couronne-Autochtones, les négociations d'accords de règlement et les autres accords fonciers et sur l'autonomie gouvernementale. Direction et soutien des négociations dans le cadre des propositions de nouveaux règlements.		
	a)	Développement de l'entreprise autochtone		
		1) Salaires et avantages sociaux	719	650
		2) Autres dépenses	1 906	1 531
		3) Subventions	8 364	8 364
		Sous-total a)	10 989	10 545
	b)	Consultation et accords		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 743	1 592
		2) Autres dépenses	4 747	1 616
		Sous-total b)	6 490	3 208

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite				
25.3	3.	Gérance des ressources naturelles	33 984	29 410
		Soutient la gérance responsable des ressources naturelles du Manitoba, notamment les poissons, les forêts, la faune et les tourbières. Veille à l'administration et à la gestion des terres domaniales.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	323	306
		2) Autres dépenses	105	105
		Sous-total a)	428	411
	b)	Forêts et tourbières		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 335	5 329
		2) Autres dépenses	8 584	4 800
		3) Subventions	1 077	1 377
		Sous-total b)	14 996	11 506
	c)	Terres		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 132	2 153
		2) Autres dépenses	3 774	2 959
		Sous-total c)	5 906	5 112
	d)	Faune		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 032	3 892
		2) Autres dépenses	2 601	2 551
		3) Subventions	173	173
		Sous-total avant les sommes récupérées	6 806	6 616
		4) Autres dépenses	(45)	(45)
		Total des sommes récupérées	(45)	(45)
		Sous-total d)	6 761	6 571
	e)	Pêche		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 164	2 996
		2) Autres dépenses	2 729	2 814
		Sous-total e)	5 893	5 810

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite				
25.4	4.	Conservation et lutte contre les incendies échappés	78 716	75 835
		La Division de la conservation et de la lutte contre les incendies échappés comprend le Service des agents de conservation et la Direction de la lutte contre les incendies échappés. Elle assure la sécurité du public et la protection des ressources naturelles du Manitoba et offre des programmes relatifs aux incendies échappés (préparation, prévention, atténuation) ainsi que des services d'extinction de ceux-ci.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	331	306
		2) Autres dépenses	100	102
		Sous-total a)	431	408
	b)	Service des agents de conservation		
		1) Salaires et avantages sociaux	17 612	17 612
		2) Autres dépenses	6 799	6 802
		Sous-total b)	24 411	24 414
	c)	Lutte contre les incendies échappés		
		1) Salaires et avantages sociaux	11 175	11 175
		2) Autres dépenses	28 767	25 906
		Sous-total c)	39 942	37 081
	d)	Extinction des incendies échappés		
		1) Autres dépenses	13 932	13 932
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	7 730	3 515
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	7 365	3 150
	b)	Infrastructure		
		1) Amortissement	293	293
		2) Charge de désactualisation	72	72
		Sous-total b)	365	365

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite				
Partie B — Investissements en immobilisations				
25.5	25.	Immobilisations	7 454	7 645
		<i>Actif général</i> : couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
		<i>Infrastructure</i> : construction relative à l'infrastructure liée à la lutte contre les incendies échappés et à d'autres projets d'infrastructure.		
	a)	Actif général	5 754	4 620
	b)	Infrastructure	1 700	3 025
Partie C — Prêts et garanties				
25.6	25.	Programmes de prêts et de garanties	67 500	67 500
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Fonds de développement économique local	67 500	67 500

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Commission de la fonction publique.	<u>30 803</u>	8,3	<u>28 430</u>
Total de la Partie A — Fonctionnement	<u>30 803</u>	8,3	<u>28 430</u>
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	30 803	8,3	28 430
Subventions en capital	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total des crédits à voter	<u>30 803</u>	8,3	<u>28 430</u>
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	-	-	-
Infrastructure.....	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total de la Partie A — Fonctionnement	<u>30 803</u>	8,3	<u>28 430</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2024-2025	28 430
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	<u>28 430</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite				
Partie A — Fonctionnement				
17.1	1.	Commission de la fonction publique	30 803	28 430
		<i>Haute direction</i> : offre des services de gestion et d'orientation des politiques de la Commission, et conseille le gouvernement sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines.		
		<i>Services de soutien aux ressources humaines</i> : offre des conseils et du soutien aux ministères et aux organismes du gouvernement dans les secteurs du recrutement et de la sélection, du personnel et des relations de travail, des salaires et des avantages sociaux, de l'apprentissage et du perfectionnement professionnel, du soutien à l'emploi, et de la conception et de l'élaboration organisationnelles.		
		<i>Relations avec la main-d'œuvre</i> : offre du soutien et des conseils stratégiques quant aux relations avec les employés et les syndicats; négocie et administre les conventions collectives pour le gouvernement du Manitoba afin de favoriser des relations de travail positives et collaboratives avec les syndicats; administre le programme de classification des emplois de la fonction publique ainsi que les programmes d'avantages sociaux du personnel et de rémunération totale.		
		<i>Expérience des employés</i> : offre des services ciblés aux membres de la fonction publique afin de favoriser les comportements attendus, l'acquisition de compétences et de connaissances, la promotion du bien-être et la création de lieux de travail inclusifs et accessibles dans lesquels le personnel est suffisamment outillé et soutenu pour réaliser son plein potentiel.		
		<i>Services stratégiques et ministériels</i> : offre à la Commission de la fonction publique des services centraux de coordination pour la planification stratégique et la gestion de projet, l'analyse de données sur la main-d'œuvre et l'établissement de rapports à ce sujet, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de dispositions législatives et de politiques relatives à la main-d'œuvre fondées sur des données probantes. Coordonne les services administratifs et répond aux demandes d'information de première ligne concernant les ressources humaines, les salaires et les avantages sociaux ainsi que les politiques et les programmes.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite				
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	775	653
		2) Autres dépenses	56	56
		Sous-total a)	831	709
	b)	Services de soutien aux ressources humaines		
		1) Salaires et avantages sociaux	13 581	12 045
		2) Autres dépenses	1 214	1 214
		Sous-total avant les sommes récupérées	14 795	13 259
		3) Salaires et avantages sociaux	(642)	(438)
		4) Autres dépenses	(157)	(157)
		Total des sommes récupérées	(799)	(595)
		Sous-total b)	13 996	12 664
	c)	Relations avec la main-d'œuvre		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 105	3 485
		2) Autres dépenses	742	742
		Sous-total c)	4 847	4 227
	d)	Expérience des employés		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 113	6 297
		2) Autres dépenses	1 430	1 430
		Sous-total avant les sommes récupérées	7 543	7 727
		3) Autres dépenses	(292)	(292)
		Total des sommes récupérées	(292)	(292)
		Sous-total d)	7 251	7 435
	e)	Services stratégiques et ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 511	3 028
		2) Autres dépenses	367	367
		Sous-total e)	3 878	3 395

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Gestion financière et stratégique	3 086	3,0	2 995
2. Programmes d'immobilisations	10 798	1,7	10 613
3. Gestion des immobilisations	123 154	2,6	120 031
4. Achats et chaîne d'approvisionnement	21 439	6,7	20 097
5. Protection du consommateur	16 030	2,6	15 625
Sous-total	174 507	3,0	169 361
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	31 852	2,1	31 202
Total de la Partie A — Fonctionnement	206 359	2,9	200 563
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	174 507	3,0	169 361
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	174 507	3,0	169 361
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	31 852	2,1	31 202
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	206 359	2,9	200 563
Partie B — Investissements en immobilisations			
8. Immobilisations			
Actif général	95 421	117,3	43 914
Infrastructure	-	-	-
Total des crédits à voter	95 421	117,3	43 914
Dépenses législatives	10 000	-	10 000
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	105 421	95,5	53 914
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	-	-	48 501

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025 — Protection du consommateur et Services gouvernementaux . . .			534 872
Transfert venant de :			
- Assemblée législative			32
- Conseil exécutif			19
- Éducation postsecondaire et Formation			62
- Agriculture			255
- Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois			147
- Éducation et Apprentissage de la petite enfance			67
- Environnement et Changement climatique			1 295
- Familles			274
- Finances			71
- Santé, Aînés et Soins de longue durée			2 302
- Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance			411
- Innovation et Nouvelles technologies			520
- Justice			889
- Travail et Immigration			274
- Relations avec les municipalités et le Nord			482
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			1 248
- Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme			28
- Transport et Infrastructure			3 498
- Crédits d'autorisation			9
Transfert allant à :			
- Éducation postsecondaire et Formation			(930)
- Éducation et Apprentissage de la petite enfance			(285)
- Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance			(120)
- Innovation et Nouvelles technologies			(111 134)
- Relations avec les municipalités et le Nord			(233 723)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			200 563

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie B — Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2024-2025 — Protection du consommateur et Services gouvernementaux. . . .			58 114
Transfert allant à :			
- Innovation et Nouvelles technologies.			(4 200)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>53 914</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
Partie A — Fonctionnement				
8.1	1.	Gestion financière et stratégique	3 086	2 995
		Haute direction, planification et soutien administratif pour le ministère, y compris l'établissement de politiques et de directives financières pour les programmes. Gestion des initiatives d'amélioration continue qui rehaussent les processus internes et renforcent le cadre de contrôle financier du ministère.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	32
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	686	600
		2) Autres dépenses	18	18
		Sous-total b)	704	618
	c)	Politiques stratégiques et amélioration continue		
		1) Salaires et avantages sociaux	885	818
		2) Autres dépenses	72	72
		Sous-total c)	957	890
	d)	Services administratifs, analytiques et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 269	1 347
		2) Autres dépenses	108	108
		Sous-total d)	1 377	1 455

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
8.2	2.	Programmes d'immobilisations.....	10 798	10 613
		élabore et tient à jour un plan général pluriannuel relatif aux projets d'immobilisations; exécute et gère les projets d'immobilisations du ministère conformément au plan d'immobilisations approuvé; met en œuvre et supervise l'utilisation de méthodes novatrices de livraison et de financement des projets; fournit le soutien nécessaire pour aider la Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba à atteindre ses objectifs tels qu'ils sont définis dans la Loi sur la Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba.		
	a)	Planification et exécution des projets d'immobilisations		
	1)	Salaires et avantages sociaux	12 213	12 028
	2)	Autres dépenses	29 104	29 104
		Sous-total avant les sommes récupérées	41 317	41 132
	3)	Autres dépenses	(30 519)	(30 519)
		Total des sommes récupérées	(30 519)	(30 519)
		Sous-total a)	10 798	10 613
8.3	3.	Gestion des immobilisations.....	123 154	120 031
		gère les immobilisations actuelles du gouvernement, fournit des services d'entretien pour les immobilisations détenues, offre des services d'immobilier et d'assurance au gouvernement et supervise la cession de biens immobiliers et fonciers.		
	a)	Gestion des immobilisations		
	1)	Salaires et avantages sociaux	28 246	27 598
	2)	Autres dépenses	117 388	114 913
		Sous-total avant les sommes récupérées	145 634	142 511
	3)	Autres dépenses	(22 480)	(22 480)
		Total des sommes récupérées	(22 480)	(22 480)
		Sous-total a)	123 154	120 031

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
8.4	4.	Achats et chaîne d'approvisionnement	21 439	20 097
		Gestion de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, notamment les appels d'offres publics, le perfectionnement de la gestion des catégories au sein des ministères chargés des opérations fondamentales du gouvernement et du secteur parapublic, la gestion des contrats et des programmes ainsi que les activités d'entreposage et de distribution. Gestion et actualisation du manuel relatif à l'administration des achats, administration des systèmes d'achat, analyse des données concernant les achats et supervision de l'entrepôt manitobain pour les interventions d'urgence.		
		<i>Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd</i> : offre des services de parc automobile aux ministères et aux organismes connexes du gouvernement du Manitoba.		
	a)	Centre d'excellence en approvisionnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 384	7 026
		2) Autres dépenses	3 574	3 384
		Sous-total a)	10 958	10 410
	b)	Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 663	7 663
		2) Autres dépenses	114 027	2 024
		Sous-total avant les sommes récupérées	121 690	9 687
		3) Autres dépenses	(111 209)	-
		Total des sommes récupérées	(111 209)	-
		Sous-total b)	10 481	9 687
	c)	Organisme chargé de la distribution du matériel	-	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
8.5	5.	Protection du consommateur	16 030	15 625
		La Division de la protection du consommateur soutient et protège les intérêts des consommateurs, des propriétaires d'entreprise, des locataires et des locataires, entre autres, en appliquant les dispositions législatives et en fournissant des services qui touchent la vie quotidienne de la population du Manitoba. La Division mène des enquêtes et facilite la résolution de conflits entre consommateurs et entreprises; applique les lois et les règlements qui touchent la protection du consommateur, y compris concernant la délivrance de licences aux prêteurs, aux démarcheurs et aux agences de recouvrement; procède à des enquêtes et à la médiation des conflits entre locataires et locataires, tranche ces différends, et entend les appels à ce sujet; vient en aide aux personnes qui interjettent appel des décisions rendues par la Société d'assurance publique du Manitoba en matière d'indemnisation des accidents de la route, et entend les appels à ce sujet; supervise les registres des titres fonciers et des biens personnels; délivre des certificats d'identité de base aux personnes admissibles et enregistre les données de l'état civil.		
	a)	Administration et recherche		
		1) Salaires et avantages sociaux	917	774
		2) Autres dépenses	255	255
		Sous-total a)	1 172	1 029
	b)	Office de la protection du consommateur		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 688	1 699
		2) Autres dépenses	422	422
		3) Subventions	113	113
		Sous-total b)	2 223	2 234
	c)	Direction de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 811	4 803
		2) Autres dépenses	601	601
		Sous-total c)	5 412	5 404
	d)	Bureau des conseillers des demandeurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	987	916
		2) Autres dépenses	107	107
		Sous-total d)	1 094	1 023
	e)	Commission d'appel des accidents de la route		
		1) Salaires et avantages sociaux	923	765
		2) Autres dépenses	155	155
		Sous-total e)	1 078	920

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
	f)	Commission de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	767	791
		2) Autres dépenses	111	111
		Sous-total f)	878	902
	g)	Bureau du registraire général		
		1) Salaires et avantages sociaux	237	250
		2) Autres dépenses	79	79
		Sous-total g)	316	329
	h)	État civil		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 699	2 626
		2) Autres dépenses	1 158	1 158
		Sous-total h)	3 857	3 784
	i)	Tuteur et curateur public	-	-
	j)	Entreprenariat Manitoba	-	-
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	31 852	31 202
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	30 878	30 878
		2) Charge de désactualisation	1 858	1 208
		Sous-total avant les sommes récupérées	32 736	32 086
		3) Amortissement	(884)	(884)
		Total des sommes récupérées	(884)	(884)
		Sous-total a)	31 852	31 202

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
Partie B — Investissements en immobilisations				
8.6	8.	Immobilisations	95 421	43 914
		Acquisition de matériel et de biens corporels, projets majeurs de construction et de rénovation de bâtiments, et achat de véhicules pour le parc automobile du gouvernement du Manitoba.		
	a)	Actif général		
	1)	Projets d'immobilisations centralisés	55 421	43 914
	2)	Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	40 000	-
		Sous-total a)	95 421	43 914
D.L.	8.1	Immobilisations (dépenses législatives)	10 000	10 000
		Restauration du palais législatif et de ses terrains.		
	a)	Actif général		
	1)	Projets de restauration et de préservation du palais législatif marquant son centenaire	10 000	10 000
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
8.7	8.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables	-	48 501
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	-	45 001
	b)	Organisme chargé de la distribution du matériel	-	3 500

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
SPORT, CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	41 684	11,5	37 374
2. Programmes culturels et patrimoniaux.....	46 844	1,5	46 142
3. Documentation et information.....	3 242	13,7	2 851
Sous-total	91 770	6,3	86 367
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
4. Coûts liés aux immobilisations.....	5	-	5
Total de la Partie A — Fonctionnement	91 775	6,3	86 372
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	91 770	6,3	86 367
Subventions en capital.....	-	-	-
Total des crédits à voter	91 770	6,3	86 367
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	5	-	5
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	91 775	6,3	86 372

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
SPORT, CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			92 081
Transfert venant de :			
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			308
Transfert allant à :			
- Relations avec les municipalités et le Nord			(5 504)
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			(485)
- Prestation des services publics			(28)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>86 372</u>
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			36 200
Transfert allant à :			
- Relations avec les municipalités et le Nord			(36 200)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>-</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
Partie A — Fonctionnement				
14.1	1.	Administration et finances	41 684	37 374
		Planification, gestion et contrôle de la politique et des programmes du ministère. Services financiers, administratifs et de technologies de l'information centralisés.		
		Assure le fonctionnement du Bureau du lieutenant-gouverneur et du Bureau du protocole et de l'envoyé spécial pour les affaires militaires.		
		Favorise le développement, la croissance et la diversité des industries du sport et du tourisme au Manitoba en consultation et en collaboration avec les acteurs de l'industrie.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	47
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 016	931
		2) Autres dépenses	89	94
		Sous-total b)	1 105	1 025
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	962	861
		2) Autres dépenses	185	194
		Sous-total c)	1 147	1 055
	d)	Bureau du lieutenant-gouverneur		
		1) Salaires et avantages sociaux	468	415
		2) Autres dépenses	112	119
		Sous-total d)	580	534
	e)	Protocole et envoyé spécial pour les affaires militaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	353	322
		2) Autres dépenses	193	204
		Sous-total e)	546	526
	f)	Politique relative au sport et au tourisme		
		1) Salaires et avantages sociaux	566	485
		2) Autres dépenses	140	50
		3) Subventions	37 552	33 652
		Sous-total f)	38 258	34 187

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
14.2	2.	Programmes culturels et patrimoniaux	46 844	46 142
		Soutient le développement des programmes et des services relatifs aux arts communautaires, au patrimoine et aux bibliothèques, et encourage les partenariats entre le gouvernement et les communautés ethnoculturelles. Réglemente la protection et la préservation d'éléments significatifs du patrimoine du Manitoba. Veille à ce que les priorités et les activités du gouvernement soient conformes aux principes du multiculturalisme. Aide les organismes créés par une loi à promouvoir les industries culturelle et artistique.		
	a)	Politique stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 454	1 377
		2) Autres dépenses	550	588
		3) Subventions	10 308	9 808
		Sous-total a)	12 312	11 773
	b)	Ressources historiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 419	1 216
		2) Autres dépenses	162	168
		3) Subventions	3 880	3 964
		Sous-total b)	5 461	5 348
	c)	Soutien des principaux programmes et organismes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 387	1 361
		2) Autres dépenses	219	235
		3) Subventions	27 465	27 425
		Sous-total c)	29 071	29 021

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
14.3	3.	Documentation et information	3 242	2 851
		Assure le fonctionnement des Archives du Manitoba, en s'occupant notamment du programme des documents gouvernementaux ainsi que des documents d'archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson, et de la Bibliothèque de l'Assemblée législative.		
	a)	Archives du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 762	2 509
		2) Autres dépenses	771	701
		Sous-total avant les sommes récupérées	3 533	3 210
		3) Autres dépenses	(1 220)	(1 140)
		Total des sommes récupérées	(1 220)	(1 140)
		Sous-total a)	2 313	2 070
	b)	Bibliothèque de l'Assemblée législative		
		1) Salaires et avantages sociaux	758	602
		2) Autres dépenses	171	179
		Sous-total b)	929	781
D.N.V.	4.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	5	5
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	5	5

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Finances et administration	3 601	9,5	3 289
2. Services ministériels	26 339	194,9	8 931
3. Projets d'immobilisations pour l'infrastructure	5 652	(12,7)	6 473
4. Gestion du transport	165 924	2,9	161 255
5. Division de l'ingénierie et de la technique	32 928	0,6	32 716
6. Gestion des urgences	9 039	(15,5)	10 703
Sous-total	243 483	9,0	223 367
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
7. Coûts liés aux immobilisations	305 299	7,5	284 055
Total de la Partie A — Fonctionnement	548 782	8,2	507 422
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	243 483	9,0	223 367
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	243 483	9,0	223 367
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	7 656	(6,1)	8 156
Infrastructure	297 643	7,9	275 899
Total de la Partie A — Fonctionnement	548 782	8,2	507 422
Partie B — Investissements en immobilisations			
15. Immobilisations			
Actif général	10 500	101,2	5 219
Infrastructure	584 500	9,3	534 781
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	595 000	10,2	540 000

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			515 633
Transfert venant de :			
- Crédits d'autorisation			80
Transfert allant à :			
- Prestation des services publics			(3 498)
- Crédits d'autorisation			(2 000)
- Dette publique			(2 793)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>507 422</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
Partie A — Fonctionnement				
15.1	1.	Finances et administration	3 601	3 289
		Haute direction, planification financière, contrôle financier et soutien administratif général du ministère.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	48	33
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 138	983
		2) Autres dépenses	84	84
		Sous-total b)	1 222	1 067
	c)	Finances et administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 982	1 840
		2) Autres dépenses	349	349
		Sous-total c)	2 331	2 189
15.2	2.	Services ministériels	26 339	8 931
		Soutien centralisé fourni au ministère pour assurer la prestation efficace des programmes et l'utilisation appropriée des ressources ministérielles, notamment en supervisant les stratégies, les politiques, les communications, les technologies de l'information ainsi que la santé et la sécurité au travail. Dirige l'élaboration de dispositions législatives, d'initiatives réglementaires, de stratégies, de politiques, de plans et de programmes visant à gérer, à protéger et à bâtir l'infrastructure de façon durable dans la province. Promeut des activités de mobilisation et des consultations constructives auprès des nations autochtones concernant divers projets et initiatives, favorisant ainsi les partenariats qui font progresser la réconciliation avec les peuples autochtones et qui renforcent les relations avec ceux-ci.		
	a)	Planification et soutien stratégiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	738	667
		2) Autres dépenses	346	1 046
		3) Subventions	17 733	333
		Sous-total a)	18 817	2 046

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
	b)	Technologies de l'information et SIG		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 158	1 908
		2) Autres dépenses	454	454
		Sous-total b)	2 612	2 362
	c)	Santé et sécurité		
		1) Salaires et avantages sociaux	795	732
		2) Autres dépenses	70	70
		Sous-total c)	865	802
	d)	Politiques, programmes et règlements		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 713	1 558
		2) Autres dépenses	126	126
		Sous-total d)	1 839	1 684
	e)	Communications		
		1) Salaires et avantages sociaux	782	678
		2) Autres dépenses	63	63
		Sous-total e)	845	741
	f)	Conseils et commissions		
		1) Salaires et avantages sociaux	376	376
		2) Autres dépenses	49	49
		Sous-total f)	425 (1)	425
	g)	Relations avec les peuples autochtones		
		1) Salaires et avantages sociaux	873	808
		2) Autres dépenses	63	63
		Sous-total g)	936	871

1. Couvre les coûts de fonctionnement de la Commission d'appel des suspensions de permis et du Comité d'étude des dossiers médicaux.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
15.3	3.	Projets d'immobilisations pour l'infrastructure.....	5 652	6 473
		Planification et gestion des programmes d'immobilisations du ministère et des projets connexes afin que le réseau d'infrastructure stratégique soit optimisé de façon à soutenir la croissance économique, le commerce et le tourisme au Manitoba. Élaboration, mise en œuvre et supervision de l'utilisation de méthodes novatrices de livraison et de financement des projets d'immobilisations.		
	a)	Stratégie d'immobilisations et soutien		
		1) Salaires et avantages sociaux	891	809
		2) Autres dépenses	130	130
		3) Subventions	65	65
		Sous-total a)	1 086	1 004
	b)	Planification des immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 580	1 402
		2) Autres dépenses	531	531
		Sous-total b)	2 111	1 933
	c)	Appels d'offres et contrats		
		1) Salaires et avantages sociaux	924	880
		2) Autres dépenses	191	211
		Sous-total c)	1 115	1 091
	d)	Gestion de projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 444	2 963
		2) Autres dépenses	550	705
		Sous-total d)	3 994	3 668
	e)	Centre d'excellence chargé des projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 002	859
		2) Autres dépenses	313	313
		Sous-total e)	1 315	1 172
	f)	Grands projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	751	709
		2) Autres dépenses	155	155
		Sous-total f)	906	864
	g)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(4 647)	(3 259)
		2) Autres dépenses	(228)	-
		Sous-total g)	(4 875)	(3 259)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE(15), suite				
15.4	4.	Gestion du transport	165 924	161 255
		Veille à la supervision des activités de construction, d'inspection, de préservation, d'entretien et d'exploitation des réseaux routiers et des routes d'hiver de la province. Supervise le programme lié aux aéroports et au service de traversiers du Nord et assure l'accès aux services essentiels par voie de transport pour les populations du Nord. Favorise la sécurité et l'efficacité de l'industrie des transports routiers du Manitoba par la mise en œuvre et l'application de règlements.		
	a)	Services administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	790	696
		2) Autres dépenses	266	616
		3) Subventions	2	2
		Sous-total a)	1 058	1 314
	b)	Opérations régionales		
		1) Salaires et avantages sociaux	57 017	52 127
		2) Autres dépenses	91 004	88 210
		Sous-total b)	148 021	140 337
	c)	Routes d'hiver		
		1) Salaires et avantages sociaux	400	300
		2) Autres dépenses	11 731	10 782
		Sous-total c)	12 131	11 082
	d)	Aéroports et service de traversiers du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 514	8 812
		2) Autres dépenses	7 931	7 931
		3) Subventions	160	160
		Sous-total d)	17 605	16 903
	e)	Réglementation des transporteurs routiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 582	3 818
		2) Autres dépenses	973	973
		Sous-total e)	5 555	4 791
	f)	Permis et sécurité des transporteurs routiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 552	1 381
		2) Autres dépenses	1 284	1 284
		Sous-total f)	2 836	2 665
	g)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(20 257)	(15 837)
		2) Autres dépenses	(1 025)	-
		Sous-total g)	(21 282)	(15 837)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE(15), suite				
15.5	5.	Division de l'ingénierie et de la technique	32 928	32 716
		Offre des services de génie et des services environnementaux à l'appui de différents programmes d'infrastructure routière et hydraulique dans toute la province. Supervise les activités de construction, d'inspection, de conservation, d'entretien et d'exploitation de l'infrastructure des ponts et des éléments de régularisation des eaux dans la province. Offre des services de prévisions hydrologiques visant à communiquer de l'information exacte qui sert aux activités de lutte contre les inondations et aux services de gestion de l'eau de différents programmes. Offre des compétences techniques en matière de réseaux de transport routier, ce qui comprend la planification, la conception, le contrôle de la circulation routière et l'assurance de la qualité pour les projets de construction de routes.		
	a)	Services administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 348	2 083
		2) Autres dépenses	1 674	2 324
		3) Subventions	30	30
		Sous-total a)	4 052	4 437
	b)	Génie routier		
		1) Salaires et avantages sociaux	15 722	12 500
		2) Autres dépenses	7 806	8 176
		Sous-total b)	23 528	20 676
	c)	Génie et exploitation hydrauliques		
		1) Salaires et avantages sociaux	17 792	16 474
		2) Autres dépenses	10 756	11 356
		Sous-total c)	28 548	27 830
	d)	Prévisions hydrologiques et gestion de l'eau		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 047	2 886
		2) Autres dépenses	6 339	4 931
		Sous-total d)	9 386	7 817
	e)	Services environnementaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 015	1 729
		2) Autres dépenses	207	207
		Sous-total e)	2 222	1 936
	f)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(22 914)	(19 011)
		2) Autres dépenses	(11 894)	(10 969)
		Sous-total f)	(34 808)	(29 980)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE(15), suite				
15.6	6.	Gestion des urgences	9 039	10 703
		Appuie et coordonne la gestion des urgences provinciales, y compris l'atténuation, la planification des mesures d'urgence, l'intervention en cas d'urgence et la reprise après une catastrophe afin de veiller à la sécurité des résidents et à la protection des biens et de l'environnement.		
	a)	Planification et soutien stratégiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	766	715
		2) Autres dépenses	136	136
		3) Subventions	16	16
		Sous-total a)	918	867
	b)	Préparation et mesures d'intervention		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 474	2 113
		2) Autres dépenses	373	373
		Sous-total b)	2 847	2 486
	c)	Rétablissement et atténuation		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 226	1 081
		2) Autres dépenses	569	569
		Sous-total c)	1 795	1 650
	d)	Urgences diverses liées à l'infrastructure		
		1) Autres dépenses	3 479	5 700

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE(15), suite				
D.N.V.	7.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	305 299	284 055
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	7 656	8 156
	b)	Infrastructure — Routes provinciales		
		1) Amortissement	286 194	274 779
	c)	Infrastructure — Aéroports et service de traversiers du Nord		
		1) Amortissement	1 406	1 120
	d)	Infrastructure — Ressources hydriques		
		1) Amortissement	10 043	9 571
		Sous-total avant les sommes récupérées	10 043	9 571
		2) Amortissement	-	(9 571)
		Total des sommes récupérées	-	(9 571)
		Sous-total d)	10 043	-

Partie B — Investissements en immobilisations

15.7	15.	Immobilisations	595 000	540 000
		Acquisition d'actifs généraux et d'infrastructure.		
		<i>Actif général</i> : acquisition de systèmes de technologies de l'information, matériel, projets majeurs de construction et de rénovation d'immeubles.		
		<i>Infrastructure</i> : construction et amélioration des routes, des ponts, des pistes d'atterrissage des aéroports et des ouvrages de régularisation des eaux de la province.		
	a)	Actif général		
		1) Projets d'immobilisations et matériel — Transports	10 500	5 219
	b)	Infrastructure		
		1) Infrastructure routière	515 000	500 000
		2) Immobilisations liées aux aéroports et au service de traversiers du Nord	9 500	6 245
		3) Immobilisations liées à la gestion des ressources hydriques	45 000	28 536
		4) Infrastructure d'atténuation des inondations	15 000	-
		Sous-total b)	584 500	534 781

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
CRÉDITS D'AUTORISATION (26)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Rajustements liés aux services internes, éventualités et financement de durée limitée	555 731	(26,6)	757 357
2. Fonds du Plan vert et de réduction du carbone	40 000	-	40 000
Total de la Partie A — Fonctionnement	595 731	(25,3)	797 357
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	595 731	(25,3)	797 357
Subventions en capital	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	595 731	(25,3)	797 357
Partie B — Investissements en immobilisations			
Total de la Partie B — Immobilisations — Rajustements liés aux services internes et éventualités	150 000	-	20 000
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties — Rajustements liés aux services internes et éventualités	325 000	-	-
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables — Rajustements liés aux services internes, éventualités et financement de durée limitée	249 000	(7,4)	268 900

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2024-2025			831 179
Transfert venant de :			
- Finances			500
- Transport et Infrastructure			2 000
Transfert allant à :			
- Conseil exécutif			(371)
- Innovation et Nouvelles technologies			(35 431)
- Relations avec les municipalités et le Nord			(9)
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			(422)
- Prestation des services publics			(9)
- Transport et Infrastructure			(80)
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)			<u>797 357</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
Partie A — Fonctionnement				
26.1	1.	Rajustements liés aux services internes, éventualités et financement de durée limitée	555 731	757 357
		Couvre les imprévus et les éventualités qu'on ne pouvait raisonnablement prévoir pendant la préparation du budget ou son application au cours de l'exercice financier. Les imprévus comprennent les situations pendant l'exercice qui n'auraient pas pu être raisonnablement prévues pendant la préparation du budget.		
		Les éventualités comprennent les situations qui pouvaient être prévues, mais avec insuffisamment de certitude pour faire une estimation raisonnable des coûts budgétaires, ou dont les coûts finaux dépendent d'une décision attendue du gouvernement.		
		Financement additionnel des postes prévus dans d'autres rubriques pour le coût estimé des différentes initiatives relatives à la main-d'œuvre, des initiatives à durée limitée, des rajustements liés aux services internes et des autres coûts pouvant être attribuables à des modifications de la prestation ou de la conception d'un programme. En outre, couvre les coûts éventuels des rajustements liés aux salaires ou aux avantages sociaux du personnel des ministères qui ne sont pas compris dans les crédits des ministères.		
	a)	Éventualités et imprévus		
	1)	Autres dépenses	462 531	687 957
	b)	Fonds des initiatives économiques stratégiques		
	1)	Autres dépenses	50 000	50 000
	c)	Programme de remboursement pour la sécurité des petites entreprises		
	1)	Autres dépenses	10 000	-
	d)	Initiatives de renforcement de la sécurité à la frontière		
	1)	Autres dépenses	5 000	-
	e)	Soutien aux événements sportifs majeurs		
	1)	Autres dépenses	3 550	-
	f)	Fonds de la Journée du chandail orange et initiatives de réconciliation avec les peuples autochtones		
	1)	Autres dépenses	2 750	500
	g)	Programme de remboursement pour la sécurité des domiciles		
	1)	Autres dépenses	2 000	-
	h)	Enquête sur le quartier général de la police		
	1)	Autres dépenses	1 000	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
	i)	Bureau du protecteur des aînés		
	1)	Autres dépenses	500	500
	j)	Fonds d'apprentissage		
	1)	Autres dépenses	2 000	2 000
	k)	Programme de développement international		
	1)	Subventions	1 250	1 250
	l)	Rajustements liés aux services internes		
	1)	Salaires et avantages sociaux	15 150	15 150
26.2	2.	Fonds du Plan vert et de réduction du carbone.....	40 000	40 000
		Élaboration et mise en œuvre de projets se rapportant à l'innovation environnementale, à la réduction du carbone et au changement climatique.		
	a)	Fonds vert et climatique		
	1)	Autres dépenses	40 000	40 000
Partie B — Investissements en immobilisations				
26.3	26.	Immobilisations — Rajustements liés aux services internes et éventualités.....	150 000	20 000
		Couvre les événements et les situations qu'on ne pouvait raisonnablement prévoir pendant la préparation du budget ou son application au cours de l'exercice financier, y compris l'inflation et les autres hausses de prix.		
		Les éventualités comprennent les situations qui pouvaient être prévues, mais avec insuffisamment de certitude pour faire une estimation raisonnable des coûts budgétaires, ou dont les coûts finaux dépendent d'une décision attendue du gouvernement.		
		Financement des investissements en immobilisations à durée limitée dans les parcs provinciaux du Manitoba.		
		Financement des investissements en immobilisations à durée limitée dans l'infrastructure pour les services sociaux, les réseaux de transport et les interventions en cas de catastrophe.		
	a)	Éventualités	17 858	20 000
	b)	Investissements en immobilisations à durée limitée dans les parcs provinciaux du Manitoba	14 761	-
	c)	Investissements en immobilisations à durée limitée dans l'infrastructure	117 381	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
Partie C — Prêts et garanties				
26.4	26.	Prêts et garanties — Rajustements liés aux services internes et éventualités.	325 000	-
		Couvre les imprévus et les éventualités qu'on ne pouvait raisonnablement prévoir pendant la préparation du budget ou son application au cours de l'exercice financier. Les imprévus comprennent les situations pendant l'exercice qui n'auraient pas pu être raisonnablement prévues pendant la préparation du budget.		
		Les éventualités comprennent les situations qui pouvaient être prévues, mais avec insuffisamment de certitude pour faire une estimation raisonnable des coûts budgétaires, ou dont les coûts finaux dépendent d'une décision attendue du gouvernement.		
		Financement d'un programme de garanties de prêts pour favoriser la production d'énergie éolienne en partenariat avec les Premières Nations et les Métis.		
	a)	Éventualités	25 000	-
	b)	Programme de garanties de prêts pour les Autochtones	300 000	-
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
26.5	26.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables — Rajustements liés aux services internes, éventualités et financement de durée limitée.	249 000	268 900
		Couvre les événements et les situations qu'on ne pouvait raisonnablement prévoir pendant la préparation du budget ou son application au cours de l'exercice financier, y compris l'inflation et les autres hausses de prix.		
		Les éventualités comprennent les situations qui pouvaient être prévues, mais avec insuffisamment de certitude pour faire une estimation raisonnable des coûts budgétaires, ou dont les coûts finaux dépendent d'une décision attendue du gouvernement.		
		Financement des investissements en immobilisations à durée limitée dans le secteur de la garde d'enfants et le système de santé.		
	a)	Éventualités	38 600	80 000
	b)	Expansion de la capacité dans le système de santé — financement de durée limitée	85 000	110 000
	c)	Immobilisations liées à la garde d'enfants	125 400	78 900

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
URGENCES DIVERSES (27)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Urgences diverses	50 000	-	50 000
Total de la Partie A — Fonctionnement	50 000	-	50 000
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	50 000	-	50 000
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	50 000	-	50 000
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	50 000	-	50 000

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2024-2025	50 000
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	<u>50 000</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
URGENCES DIVERSES (27), suite				
Partie A — Fonctionnement				
27.1	1.	Urgences diverses	50 000	50 000
		Dépenses entraînées par les feux de forêt, les inondations et autres désastres naturels; dépenses liées aux interventions en cas d'urgences environnementales; aide aux personnes sinistrées et autres dépenses connexes.		
	a)	Urgences diverses		
	1)	Autres dépenses	50 000	50 000

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
ALLÈGEMENTS FISCAUX (33)			
Partie A — Fonctionnement (dépenses législatives)			
1. Remboursement de taxes scolaires	63 500	(83,0)	372 750
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
2. Crédits d'impôt (dépenses non votées)	219 075	24,8	175 500
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
3. Allègements fiscaux, frais et autres coûts	398 260	125,3	176 800
Total de la Partie A — Fonctionnement	680 835	(6,1)	725 050
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	398 260	125,3	176 800
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	398 260	125,3	176 800
Dépenses législatives	63 500	(83,0)	372 750
Dépenses non votées	219 075	24,8	175 500
Total de la Partie A — Fonctionnement	680 835	(6,1)	725 050

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2024-2025	725 050
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	<u>725 050</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
ALLÈGEMENTS FISCAUX (33), suite				
Partie A — Fonctionnement				
D.L.	1.	Remboursement de taxes scolaires (dépenses législatives)	63 500	372 750
		Remboursement de taxes scolaires.		
	a)	Remboursement de taxes scolaires		
	1)	Autres dépenses	63 500	372 750
D.N.V.	2.	Crédits d'impôt (dépenses non votées)	219 075	175 500
		Paiement des dépenses hors caisse liées aux crédits d'impôt du Manitoba.		
	a)	Crédit d'impôt pour l'édition		
	1)	Autres dépenses	750	900
	b)	Crédit d'impôt pour l'impression d'œuvres des industries culturelles		
	1)	Autres dépenses	810	700
	c)	Crédit d'impôt pour l'abordabilité visant les propriétaires		
	1)	Autres dépenses	11 350	6 500
	d)	Crédit d'impôt pour la production de films et de vidéos		
	1)	Autres dépenses	90 000	64 500
	e)	Crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs		
	1)	Autres dépenses	7 930	6 750
	f)	Crédit d'impôt pour l'abordabilité visant les locataires		
	1)	Autres dépenses	106 000	91 500
	g)	Aide en matière de taxes scolaires		
	1)	Autres dépenses	25	150
	h)	Remboursement de la taxe scolaire pour les personnes âgées		
	1)	Autres dépenses	1 930	4 500
	i)	Crédit d'impôt pour frais d'enseignement		
	1)	Autres dépenses	280	-
33.1	3.	Allègements fiscaux, frais et autres coûts	398 260	176 800
		Paiement des dépenses de trésorerie, des frais liés aux impôts et aux taxes et des autres coûts.		
	a)	Paiement anticipé du crédit d'impôt pour l'abordabilité visant les propriétaires		
	1)	Autres dépenses	396 000	172 000
	b)	Frais relatifs à l'administration fédérale et autres coûts		
	1)	Autres dépenses	2 260	4 800

CRÉDITS	2025-2026 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2024-2025	2024-2025 (milliers de \$)*
DETTE PUBLIQUE (31)			
Partie A — Fonctionnement (dépenses législatives)			
1. Dette publique (dépenses législatives)	2 092 414	3,4	2 024 183
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 092 414	3,4	2 024 183
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	-	-	-
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	-	-	-
Dépenses législatives	2 092 414	3,4	2 024 183
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 092 414	3,4	2 024 183

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2024-2025	2 021 390
Transfert venant de :	
- Transport et Infrastructure	2 793
Budget des dépenses de 2024-2025 (après rajustement)	2 024 183

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2025-2026 (milliers de \$)	2024-2025 (milliers de \$)
DETTE PUBLIQUE (31), suite				
Partie A — Fonctionnement				
D.L.	1.	Dettes publiques (dépenses législatives).....	2 092 414	<u>2 024 183</u>
		Paiement des frais d'intérêts et des dépenses connexes relatifs à la dette publique du Manitoba.		
	a)	Intérêts sur la dette publique du Manitoba et dépenses connexes		
	1)	Autres dépenses	2 337 067	2 230 023
	b)	Intérêts sur les fonds spéciaux et en fiducie		
	1)	Autres dépenses	42 050	73 150
	c)	Moins : Récupération des intérêts auprès d'autres organismes gouvernementaux		
	1)	Autres dépenses	(286 703)	(278 990)